

COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

RAPPORT ANNUEL

AUX

GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

SUR

LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

EN

2013



Le présent rapport est présenté en français et en anglais.

Il n'en demeure pas moins que la version officielle est celle en langue française.

LISTE DES MEMBRES
DU
COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

AU 14 JUIN 2014

Président

1. B. INGLIS, National Measurement Institute (NMIA), P.O. Box 264, Lindfield NSW 2070, Australie.

Secrétaire

2. R. KAARLS, Klaverwydenstraat 13, 2381 VX Zoeterwoude, Pays-Bas.

Membres

3. B. BOWSHER, directeur général, National Physical Laboratory (NPL), Hampton Road, Middlesex, TW11 0LW Teddington, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
4. H.S. BRANDI, directeur de la métrologie scientifique et industrielle, Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia (INMETRO), Av. Nossa Senhora das Graças, 50 - Xerém, Dugue de Caxias, RJ 25.250-020, Rio de Janeiro, Brésil.
5. K. CARNEIRO, Morlensesvej 16, DK-2840 Holte, Danemark.
6. Y. DUAN, sous-directeur, National Institute of Metrology (NIM), No. 18, Bei San Huan Dong Lu, 100013 Beijing, Chine.
7. L. ÉRARD, conseiller scientifique, Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), 1 rue Gaston Boissier, 75015 Paris, France.
8. D.-I. KANG, président, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), 267 Gajeong-Ro, Yuseong-gu, 305-340 Daejeon, République de Corée.
9. V.N. KRUTIKOV, Rosstandart, 9 Leninski Prospekt, V-49, GSP-1, 119991 Moscou, Fédération de Russie.
10. W. LOUW, directeur de la division Développement de l'infrastructure technique, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Private Bag X34, Lynnwood Ridge, 0040 Prétoria, Afrique du Sud.

11. W.E. MAY, directeur associé pour les programmes de laboratoire, premier directeur adjoint, National Institute of Standards and Technology (NIST), 100 Bureau Drive, Stop 1000, Gaithersburg, MD 20899-1000, États-Unis d'Amérique. *Vice-président.*
 12. J.W. McLAREN, 625 Duff Cr., Ottawa ON K1J 7C6, Canada. *Vice-président.*
 13. H.O. NAVA-JAIMES, directeur général, Centro Nacional de Metrología (CENAM), km 4,5 Carretera a Los Cués, El Marqués, C.P. 76241 Querétaro, Mexique.
 14. A. SACCONI, consultant, Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica (INRIM), Strada delle Cacce 91, 10135-Turin, Italie.
 15. H. UĞUR, Kemeralti mah. 123. Sok, Denizkent sitesi, 19C/2 Marmaris, Mugla 48700, Turquie.
 16. J. ULLRICH, président, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Bundesallee 100, D-38116 Braunschweig, Allemagne.
 17. T. USUDA, directeur, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba Central 3, 1-1-1 Umezono, Tsukuba, Ibaraki 305-8563, Japon.
 18. J. VALDÉS, Université nationale de San Martín (UNSAM), doyen, Laboratoire pour la qualité industrielle (UNSAM-INTI), Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), av. Gral. Paz 5545, B1650WAB San Martín, 1001 Buenos Aires, Argentine.
-

**Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes
sur la situation administrative et financière
du Bureau international des poids et mesures
en 2013**

1. — Avant-propos
2. — États financiers du BIPM 2013
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière
 - État de la performance financière
 - État de variation de l'actif net
 - Tableau de flux de trésorerie
 - Notes relatives aux états financiers
 - Note 1 Informations générales
 - Note 2 Principales règles comptables
 - Note 3 Estimations et jugements
 - Note 4 Immobilisations incorporelles et corporelles
 - Note 5 Stocks et travaux en cours
 - Note 6 Contributions des États Membres
 - Note 7 Autres créances
 - Note 8 Actifs financiers
 - Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie
 - Note 10 Avantages du personnel
 - Note 11 Autres créanciers courants
 - Note 12 Contributions
 - Note 13 Souscriptions des Associés
 - Note 14 Autres produits
 - Note 15 Services généraux
 - Note 16 Autres charges opérationnelles
 - Exécution du budget
3. — Contributions payées en 2013
4. — Contributions restant dues au 31 décembre 2013
5. — Souscriptions payées en 2013
6. — Souscriptions restant dues au 31 décembre 2013
7. — Budget pour 2014
8. — Tableau de répartition de la dotation pour 2014
9. — Tableau des souscriptions des États et Entités économiques associés à la Conférence générale pour 2014
10. — États financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM 2013
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière

État de la performance financière

État de variation de l'actif net

Tableau de flux de trésorerie

Notes relatives aux états financiers

Note 1	Informations générales
Note 2	Adoption des nouvelles règles comptables
Note 3	Principales règles comptables
Note 4	Estimations et jugements
Note 5	Contributions des États Membres
Note 6	Cotisations des membres du personnel du BIPM
Note 7	Pensions
Note 8	Provision pour pensions
Note 9	Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements
Note 10	Autres créances
Note 11	Autres dettes
Note 12	Autres produits opérationnels
Note 13	Autres charges opérationnelles

11. — Liste des sigles utilisés dans le présent volume

1. — AVANT-PROPOS

Le présent rapport comprend les états financiers du BIPM et ceux de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM qui ont, tous deux, fait l'objet d'un audit par un auditeur externe, ainsi que le rapport d'audit.

En 2013, la Colombie et l'Irak ont adhéré à la Convention du Mètre et la Mongolie a acquis le statut d'Associé à la CGPM. La dotation adoptée pour 2013 (11 577 milliers d'euros) a été inférieure de 0,3% à celle de 2012 (11 185 milliers d'euros) qui avait été complétée de 431 milliers d'euros de contributions volontaires. Cette réduction a été en partie compensée par l'accession de nouveaux États Membres à la Convention du Mètre et par la décision adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion de doubler le montant des souscriptions payées par les États et entités économiques associés. Le total des produits comptabilisés relatifs aux États Membres et Associés s'est élevé à 12 274 milliers d'euros (contre 12 195 milliers d'euros en 2012).

Le soin apporté au contrôle des charges opérationnelles a permis de maintenir un équilibre entre les produits et les charges. Les charges de personnel courantes ont été réduites de 6 550 milliers d'euros en 2012 (voir note 10) à 6 384 milliers d'euros en 2013. Pour la première fois depuis l'introduction de la comptabilité d'engagement au BIPM, un bénéfice de 195 milliers d'euros a été enregistré, et ce malgré une augmentation des coûts de l'énergie de 130 milliers d'euros. La cause de cette augmentation a été identifiée et une réduction correspondante est attendue en 2014.

En 2013, nous avons présenté l'EBITDA (Earnings Before Interest Depreciation and Amortization – résultat avant intérêt et amortissement) sur une ligne séparée du compte de résultat. Cet indicateur mesure directement les produits opérationnels moins les charges opérationnelles avant la comptabilisation des transactions liées à la valeur des actifs. L'EBITDA pour 2013 est de 2 052 milliers d'euros, soit en augmentation de 9 % par rapport à l'EBITDA 2012 qui s'élevait à 1 798 milliers d'euros (après correction pour sortie exceptionnelle d'actifs).

Le tableau de flux de trésorerie montre que les activités opérationnelles génèrent de la trésorerie. Le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie a clairement diminué à cause du transfert des obligations à long terme s'élevant à 2 128 milliers d'euros en actifs financiers. De plus, la trésorerie disponible à la clôture de l'exercice a baissé de 836 milliers d'euros du fait de paiements effectués pour des dépenses d'investissement et de fonctionnement de laboratoire engagées en 2012. Le BIPM a désormais décidé de gérer ses dépenses de fonctionnement et d'investissement sur le budget de l'exercice en cours, afin de contrôler ses flux de trésorerie.

Nous avons simplifié la présentation du budget 2013, et continuerons de la sorte dans les années qui viennent, en indiquant séparément les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement.

Les dépenses de 2013 sont de 1 % inférieures au budget et de 8,6 % inférieures au budget corrigé des dépenses relatives à des crédits reportés des exercices antérieurs, et corrigé de dépenses spécifiques de 308 milliers d'euros, qui, après examen, ont été reportés sur 2014.

La lecture du bilan montre que le montant des investissements en nouvelles immobilisations de 2013 est proche du montant estimé d'amortissement et qu'il n'y a pas de changement significatif dans la valeur des immobilisations entre 2012 et 2013. Nous avons amélioré la présentation des immobilisations financières en classant les obligations en actifs financiers courants / non courants en fonction de leur échéance.

Les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM montrent une légère baisse de la provision de 6 348 milliers d'euros due à une petite augmentation du taux d'intérêt (de 3,00 % en 2012 à 3,42 % en 2013).

Enfin, j'ai le plaisir de vous annoncer que l'auditeur externe a certifié les états financiers sans réserve.

2. — ÉTATS FINANCIERS BIPM 2013

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Bureau international des poids et mesures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2013

Exercice clos le 31 décembre 2013

Madame, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Directeur du Bureau international des poids et mesures (BIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2013.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du BIPM, ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2013 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent, et
- l'exécution du budget.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du Directeur du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

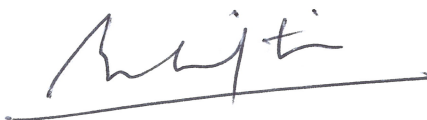
Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du BIPM au 31 décembre 2013, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net, des flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Paris La Défense, le 28 mai 2014

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Actifs non courants			
Bâtiments	4	19 043	19 093
Équipements scientifiques et techniques	4	10 236	10 396
Immobilisations incorporelles	4	615	649
Autres immobilisations	4	1 264	1 268
Contributions des États Membres	6	1 785	2 055
Actifs financiers non courants	8	1 115	0
Prêts sociaux au personnel		171	152
Actifs non courants		34 229	33 613
Actifs courants			
Stocks et travaux en cours	5	747	488
Contributions des États Membres	6	1 050	622
Souscriptions des Associés		131	33
Autres créances	7	452	405
Charges constatées d'avance		124	141
Actifs financiers courants	8	1 013	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	10 849	13 314
Actifs courants		14 366	15 003
Total Actifs		48 595	48 616
Actif net			
Résultat de l'exercice		195	(3 654)
Variation de juste valeur		(127)	0
Autres réserves		36 046	39 700
Actif net		36 114	36 046
Passifs non courants			
Avantages du personnel non courants	10	8 641	8 888
Avances faites par les États Membres	6	2 210	2 234
Passifs non courants		10 851	11 122
Passifs courants			
Avantages du personnel courants	10	384	372
Avances faites par les États Membres	6	71	173
Dettes fournisseurs courantes		524	474
Autres créditeurs courants	11	651	429
Passifs courants		1 630	1 448
Total Passifs		12 481	12 570

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2013	2012
Produits opérationnels			
Contributions	12	11 744	11 875
Souscriptions	13	530	320
Autres produits	14	598	998
Total des produits opérationnels		12 872	13 193
Charges opérationnelles			
Personnel	10	5 995	7 358
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	10	2 329	2 369
Services généraux	15	987	958
Dépenses de fonctionnement de laboratoire		595	372
Maintenance des bâtiments		261	235
Autres charges opérationnelles	16	653	103
Total des charges opérationnelles		10 820	11 395
EBITDA		2 052	1 798
Amortissement	4	(1 759)	(1 887)
Moins-value de cession d'immobilisations	4	(24)	(2 343)
Dépréciation d'immobilisations incorporelles	4	(50)	(1 214)
Résultat des activités opérationnelles		219	(3 646)
Charges financières		24	8
Résultat des activités ordinaires		195	(3 654)
Résultat de l'exercice		195	(3 654)

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2012	(194)	0	39 894
Affectation du résultat de l'exercice précédent	194	0	(194)
Résultat de l'exercice	(3 654)	0	
Solde au 31 décembre 2012	(3 654)	0	39 700
Affectation du résultat de l'exercice précédent	3 654		(3 654)
Variation de juste valeur	0	(127)	0
Résultat de l'exercice	195		
Solde au 31 décembre 2013	195	(127)	36 046

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2013	2012
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions		11 482	11 352
Souscriptions		419	322
Remboursement de TVA		282	613
Autres recettes		555	1 085
Personnel		(6 219)	(5 885)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM		(2 325)	(2 915)
Fournisseurs		(2 449)	(1 867)
Autres dépenses		(642)	0
Frais financiers		(24)	(8)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		1 079	2 697
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Achats d'immobilisations		(1 416)	(1 089)
Recettes de ventes d'immobilisations		0	0
Transfert d'actifs financiers		(2 128)	
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(3 544)	(1 089)
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		13 314	11 706
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	10 849	13 314

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La mission et le rôle du BIPM

Le Bureau international des poids et mesures (BIPM) est l'organisation intergouvernementale créée par la Convention du Mètre en 1875 ; ses États Membres, au nombre de 56 au 31 décembre 2013, agissent en commun en ce qui concerne les sujets liés à la science des mesures et aux étalons de mesure.

Le BIPM a pour mission d'assurer et de promouvoir la comparabilité mondiale des mesures, en fournissant notamment un système international d'unités cohérent essentiel pour :

- les découvertes et l'innovation scientifiques,
- la production industrielle et le commerce international,
- la préservation de la qualité de vie et de l'environnement.

Du fait de son caractère international et impartial, le BIPM joue un rôle unique qui lui permet de :

- coordonner la mise en œuvre et l'amélioration du système mondial de mesure afin de garantir l'exactitude et la comparabilité des résultats de mesure,
- entreprendre certaines activités scientifiques et techniques qui sont plus efficacement menées, dans ses laboratoires, en commun au nom des États Membres,
- promouvoir l'importance de la métrologie pour la science, l'industrie et la société, notamment en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales et organismes internationaux et en participant à des forums internationaux.

Le rôle unique du BIPM lui permet de remplir sa mission en mettant en place l'infrastructure technique et organisationnelle du Système international d'unités (SI) qui constitue le fondement de la traçabilité des résultats de mesure au niveau international.

Le BIPM accomplit sa mission en menant des activités techniques dans ses laboratoires et en effectuant un travail de coordination internationale.

Les objectifs du BIPM sont les suivants:

- établir et maintenir des étalons de référence appropriés, utilisés pour conduire, au plus haut niveau métrologique, un nombre limité de comparaisons clés internationales ;
- coordonner les comparaisons internationales des étalons de mesure nationaux par l'intermédiaire des Comités consultatifs du Comité international des poids et mesures (CIPM), en jouant le rôle de laboratoire pilote pour certaines comparaisons considérées prioritaires et en menant les travaux scientifiques requis pour ce faire ;
- proposer certains services d'étalonnage aux États Membres ;
- coordonner des activités entre les laboratoires nationaux de métrologie des États Membres, notamment par l'intermédiaire de l'Arrangement de reconnaissance mutuelle du CIPM (CIPM MRA), et leur fournir des services techniques afin de soutenir leur travail ;
- collaborer, selon les besoins, avec d'autres organisations intergouvernementales et organismes internationaux, directement ou par l'intermédiaire de comités communs ;

- organiser des réunions scientifiques visant à identifier les évolutions futures du système mondial de mesure qui seront nécessaires pour répondre aux exigences actuelles et à venir en matière de mesures dans l'industrie, les sciences et la société ;
- informer, par le biais de publications et réunions, la communauté scientifique, le grand public et les décideurs sur les questions liées à la métrologie et à ses avantages.

Particularités en matière d'impôts et taxes

Conformément à l'Accord de siège conclu avec l'État français, le BIPM bénéficie d'un certain nombre de privilèges et immunités lui permettant d'accomplir sa mission ; il est en particulier exonéré de tout impôt direct.

Le BIPM supporte la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les conditions de droit commun en France. Toutefois, la TVA perçue par l'État français afférente aux achats d'une certaine importance effectués par le BIPM pour ses besoins officiels fait l'objet d'un remboursement par l'État français, sur la base d'un relevé quadrimestriel des factures payées.

Les importations effectuées dans le cadre du fonctionnement du BIPM sont exonérées du paiement des droits de douane et de la TVA.

Note 2 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'*International Public Sector Accounting Standards Board* (IPSASB), et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2013 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités du BIPM et donc sans effet sur les états financiers). De plus, IPSAS 32 – Accords de concession de service : concédant (10/11) (obligatoire pour les états financiers annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014) a été appliquée par anticipation. Cette norme n'est pas applicable aux activités du BIPM et donc sans effet sur les états financiers.

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Les états financiers ont aussi été établis sur la base du coût historique, sauf pour la réévaluation de certaines immobilisations corporelles et pour certains instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les dispositions de la Convention du Mètre et de son Règlement annexé, les résolutions adoptées par la CGPM et les décisions du CIPM.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Comptabilisation des produits

La dotation comprend les parties fixe et complémentaire visées à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre. La dotation couvre les dépenses générales liées à la mission et aux activités fondamentales du BIPM qui présentent un intérêt commun pour tous les États Membres, y compris les dépenses de fonctionnement, d'investissement en équipement scientifique, de travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments, et celles relatives aux ressources humaines.

Contributions des États Membres

La dotation est répartie entre les États Membres conformément à l'article 20 du Règlement annexé à la Convention du Mètre et aux décisions adoptées par la CGPM au cours de ses 11^e, 16^e et 18^e réunions.

La contribution de chaque État Membre pour l'exercice financier, qui est notifiée aux États Membres dans la « *Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale* », est déterminée selon la méthode approuvée par la CGPM sur la base du *Barème des quote-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies* adopté par l'Organisation des Nations Unies en vigueur lors de l'établissement du tableau des parts contributives et pour la période mentionnée dans le *Barème*. Lorsque ce *Barème* n'est pas connu pour l'exercice financier en question, le *Barème* précédent est maintenu jusqu'à ce que le nouveau *Barème* soit disponible ; les contributions de l'exercice financier sont alors recalculées en utilisant le nouveau *Barème* et les ajustements nécessaires sont faits dans la *NOTIFICATION* suivante.

La contribution de chaque État Membre ne peut être inférieure à un minimum, ni supérieure à un maximum. Les montants maximum et minimum ont été fixés par la CGPM lors de sa 11^e réunion à 10 % et à 0,5 % de la dotation totale. Depuis la 16^e réunion de la CGPM, ces maximum et minimum sont réévalués au début de chaque quadriennium en les multipliant par un facteur $100/(100 + x)$, où « *x* » est égal à la somme des pourcentages de répartition des États Membres ayant adhéré à la Convention du Mètre au cours du précédent quadriennium.

L'établissement du tableau des parts contributives tient également compte de l'obligation des États Membres de verser des sommes supplémentaires destinées à parfaire la dotation, en raison des États Membres débiteurs dont les avantages et prérogatives sont suspendus conformément à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre.

Le BIPM ne comptabilise pas la contribution discrétionnaire supplémentaire des États Membres qui n'ont pas payé leur contribution depuis plus de six ans, ni pour ceux qui ont déclaré leur intention de ne pas s'acquitter de leur part de cette contribution discrétionnaire supplémentaire. Quand le BIPM reçoit le paiement d'une contribution discrétionnaire supplémentaire qui n'avait pas initialement été comptabilisée, cette contribution est comptabilisée en Contribution discrétionnaire supplémentaire si elle se rapporte à l'exercice ou en Autres produits si elle se rapporte à un exercice antérieur.

Si un État Membre précédemment débiteur de plus de trois ans verse ses arriérés de contributions, alors les avances faites par les autres États Membres leur sont restituées.

Les dispositions applicables aux contributions arriérées sont les suivantes : article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre, Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM lors de sa 23^e réunion et Résolution 7 (2011) adoptée par la CGPM lors de sa 24^e réunion.

Les contributions restant dues des États Membres exclus constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion, un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution

d'adhésion (voir note 6).

Les contributions sont notifiées en euros (la monnaie de fonctionnement du BIPM) et sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Contributions de nouveaux États Membres

En vertu de l'article 11 de la Convention du Mètre et de la décision prise par le CIPM lors de sa 49^e session, un État qui acquiert la qualité d'État Membre au cours d'un exercice financier doit verser une contribution d'entrée égale à sa première contribution annuelle et doit verser une contribution pour l'exercice financier conformément aux dispositions précisées ci-dessus.

Lorsqu'un État Associé adhère à la Convention du Mètre, sa contribution d'entrée est réduite d'un montant égal aux souscriptions qu'il a payées en qualité d'Associé pour un montant maximum correspondant à cinq ans de souscriptions, conformément à la Résolution 5 adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion.

Souscriptions des Associés

En vertu de la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion, les États et Économies Associés à la CGPM versent une souscription annuelle au BIPM, afin de couvrir le coût des services que le CIPM met à leur disposition.

Les souscriptions obligatoires de chaque État ayant acquis le statut d'Associé avant l'adoption de nouvelles dispositions votées par la CGPM en octobre 2011 lors de sa 24^e réunion (cf. Résolution 4 (2011)) sont déterminées sur la base de sa contribution aux Nations Unies, comme pour les États Membres, mais en appliquant un minimum égal à 0,05 % de la dotation annuelle du BIPM.

En vertu de la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion, pendant une période initiale de cinq ans suivant l'accession au statut d'Associé à la CGPM, les États Associés acquitteront une souscription annuelle déterminée à partir de leur contribution à l'Organisation des Nations Unies, comme pour les États Parties à la Convention du Mètre, avec un minimum égal à 0,1 % de la dotation annuelle du BIPM. Cette décision est applicable aux États Associés à la date de cette réunion (octobre 2011) pour le calcul de leur souscription à compter de l'exercice 2013. Après la période initiale de cinq ans susmentionnée, si le CIPM considère, sur le fondement des critères qu'il a adoptés, qu'il est approprié qu'un État Associé devienne État Partie à la Convention du Mètre, le montant de la souscription dudit Associé sera augmenté tous les ans progressivement et de manière irréversible afin d'atteindre, après cinq ans, un montant équivalent à 90 % de la contribution annuelle dont cet État devrait s'acquitter s'il était État Partie à la Convention du Mètre.

Cette augmentation progressive et irréversible sera applicable au 1^{er} janvier de la deuxième année suivant la décision du CIPM d'encourager l'Associé à adhérer à la Convention du Mètre. L'examen de la situation des États Associés par le CIPM en 2011 sera utilisé aux fins d'application de la Résolution 4 (2011), et la première augmentation des souscriptions prendra effet en 2013. Une telle augmentation ne sera pas appliquée aux États Associés dont la souscription annuelle est déjà égale à la contribution dont ils devraient s'acquitter s'ils étaient États Parties à la Convention du Mètre. Tant qu'un État Associé ne remplit pas les critères susmentionnés pour être encouragé à adhérer à la Convention du Mètre, il continuera à bénéficier des avantages du statut d'Associé, tel que prévu par la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion (1999), ainsi que des services du BIPM que le CIPM a mis à sa disposition, et sa souscription demeurera déterminée comme durant la période initiale de cinq ans.

Les souscriptions obligatoires sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Un Associé qui n'a pas réglé sa souscription pendant trois années cesse d'être Associé ; il peut le redevenir en acquittant ces arriérés.

Produits d'intérêt

Les produits d'intérêt sont calculés pro rata temporis, par référence au principal encours et au taux d'intérêt effectif applicable. Les autres produits, y compris les remboursements de frais par des tiers, sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis au BIPM selon les termes des contrats convenus, ou, en l'absence de contrats, lors de leur encaissement.

Contrats de location

Le BIPM n'a aucun contrat de location-financement.

Les loyers payables dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges linéairement sur la durée du bail correspondant, même si les paiements ne sont pas effectués sur cette base.

Devises

Les contributions des États Membres, la contribution discrétionnaire supplémentaire et les souscriptions des Associés sont payables en euros ou dans une devise convertible en euros. Si elles sont payées dans une devise convertible en euros, elles sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération, ce qui signifie que le BIPM n'est alors pas exposé au risque de change.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des éléments amortissables, tels que des bases de données, des logiciels et des sites web, ainsi que certains frais de développement qui répondent aux critères définis par IPSAS 31.

Les immobilisations incorporelles amortissables sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, généralement estimée à cinq ans pour les logiciels.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie finie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur. Elles sont soumises à un test de dépréciation annuel conformément à IPSAS 21, en utilisant le coût de remplacement amorti pour estimer leur valeur de service recouvrable.

Immobilisations corporelles

Bâtiments

Le BIPM a son siège dans le domaine du Pavillon de Breteuil, situé dans un parc de plus de quatre hectares au sein du Domaine national de Saint-Cloud, qui lui a été concédé par l'État français en 1875.

Trois des sept bâtiments de l'ensemble immobilier du BIPM constituent son patrimoine historique. Il s'agit :

- du Pavillon de Breteuil construit en 1672, rénové entièrement en 1875,
- du Petit Pavillon construit en 1672, rénové entièrement en 1875 et partiellement en 2007,
- de l'Observatoire construit en 1878.

Les quatre autres bâtiments, ainsi que le Nouvel Observatoire, constituent le patrimoine non historique du BIPM. Il s'agit :

- du Nouvel Observatoire construit en 1929,
- du bâtiment des rayonnements ionisants construit en 1964,
- du bâtiment des lasers construit en 1984, rénové partiellement en 2011,
- du Nouveau Pavillon construit en 1988,
- du Pavillon du Mail construit en 2001.

Le BIPM dispose d'une « concession de jouissance » aux termes d'une convention signée le 4 octobre 1875 avec l'État français et amendée en 1930 et 1964, qui lui impose d'entretenir les actifs qui lui ont été concédés « pour tout le temps que fonctionnera » le BIPM. Le BIPM a le droit de faire construire de nouveaux bâtiments sur le site qui lui a été concédé. Si une décision de déménagement du siège du BIPM était prise, le BIPM devrait restituer ces bâtiments à l'État français. Aucune décision n'ayant été prise en ce sens, le BIPM considère donc qu'il peut utiliser ces bâtiments, et éventuellement en faire construire d'autres, pour les besoins de ses activités, en se comportant comme un propriétaire. Le BIPM a choisi de ne pas valoriser le terrain concédé dans ses états financiers.

Le BIPM comptabilise l'ensemble de ses bâtiments en immobilisations corporelles, considérant, conformément à IPSAS 17, qu'il s'agit bien d'actifs identifiables, contrôlés par le BIPM du fait d'événements passés et procurant des avantages économiques futurs ou un potentiel de service au BIPM.

Les bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon.

Les composants des bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon, en fonction de leur durée d'utilité, à savoir :

- structure de bâtiment : non amortie ;
- façade, ravalement, toiture : 30 ans ;
- chaufferie : 20 ans ;
- installations générales et techniques : 20 ans ;
- agencements, aménagements : 15 ans.

L'évaluation des bâtiments à la juste valeur a été effectuée au 1^{er} janvier 2009 par un expert indépendant afin d'établir la valeur initiale des bâtiments du BIPM à cette date.

Une réévaluation des bâtiments est effectuée par un expert indépendant tous les douze ans afin de s'assurer que l'évolution de la valeur du patrimoine du BIPM se reflète bien dans son État de la situation financière sur le long terme. La juste valeur retenue dans le cadre de l'évaluation des bâtiments du BIPM est le coût de remplacement amorti.

Équipements scientifiques

Le BIPM possède des équipements scientifiques lui permettant d'accomplir sa mission. Au sein de ces équipements, plusieurs composants sont identifiés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs, de 5 à 75 ans, ou indéfinie pour quelques étalons.

Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation, si nécessaire, sont comptabilisés sur une base prospective.

Le coût de remplacement d'un composant d'un équipement scientifique est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au BIPM et que son coût peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Les équipements scientifiques sont évalués au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, sauf pour les étalons non amortissables qui font l'objet d'une réévaluation duodécennale.

Autres immobilisations

Les autres immobilisations du BIPM comportent des actifs historiques du BIPM, notamment des biens scientifiques historiques qui constituent une « mémoire » des équipements utilisés par le passé en métrologie, qui ne sont pas amortis et qui font l'objet d'une réévaluation duodécennale par un expert indépendant, la première évaluation à la juste valeur ayant été effectuée au 1^{er} janvier 2009, ainsi que d'autres immobilisations, évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, amorties linéairement selon leur durée d'utilité, de 2 à 25 ans.

Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable d'un actif est susceptible de ne pas être recouvrable, un test de dépréciation est réalisé. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de sa valeur d'utilité, celle-ci étant calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée dans l'État de la performance financière.

Après dépréciation, la nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

Pour les actifs ayant subi une perte de valeur au cours des exercices antérieurs, la reprise éventuelle de la perte de valeur est examinée à chaque clôture annuelle. La valeur comptable de l'actif, modifiée en raison de l'augmentation de sa valeur recouvrable, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des exercices antérieurs. La reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat dans l'État de la performance financière.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti et comprend les coûts d'acquisition, de fabrication et de transformation de stocks.

Pour les stocks fabriqués et les travaux en cours, essentiellement les prototypes de masse, le coût comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondés sur la capacité normale de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Contributions des États Membres, Souscriptions des Associés et Autres créances

Les contributions des États Membres, souscriptions des Associés et autres créances sont comptabilisées au coût amorti.

Aucune dépréciation n'est comptabilisée au titre des contributions des États Membres et des souscriptions des Associés.

Pour toutes les autres créances, une dépréciation au titre des montants considérés comme irrécouvrables est comptabilisée sur la base d'un examen des montants restant dus à la date de clôture.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des placements en obligations. Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires, caisse, et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en Autres produits ou Autres charges opérationnelles dans l'État de la performance financière.

Les disponibilités comprennent les fonds en caisse et en banque, les dépôts à terme et d'autres placements très liquides à court terme qui sont facilement convertibles en une somme connue et qui ne présentent qu'un risque insignifiant de modification de leur valeur.

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent :

- Report de crédits engagés au budget de l'exercice financier suivant : les crédits correspondant à des dépenses engagées mais dont le paiement n'est pas effectué à la fin de l'exercice financier en cours sont automatiquement reportés au budget de l'exercice financier suivant. Les crédits ainsi reportés sont utilisés uniquement pour honorer les engagements de dépenses qui ont justifié leur report (Règlement financier, article 10) ;
- Report de crédits non engagés au budget de l'exercice financier suivant : les crédits correspondant à des dépenses non engagées et dont le paiement n'est pas effectué à la fin de l'exercice financier en cours peuvent être reportés au budget de l'exercice financier suivant. Les crédits ainsi reportés sont soit utilisés pour honorer les engagements de dépenses qui ont justifié leur report, soit transférés au Fonds de Réserve (Règlement financier, article 9) ;
- Fonds de Réserve : il existe un Fonds de Réserve destiné à couvrir les fluctuations dans le versement des contributions annuelles des États Membres. Le Fonds de Réserve est financé par les crédits correspondant aux dépenses non engagées et pour lesquelles aucun paiement n'est effectué à la fin de l'exercice financier, et qui n'ont pas été reportées au budget de l'exercice financier suivant. Le montant maximum du Fonds de Réserve est déterminé par le CIPM quand il approuve le budget (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds de Réserve devrait représenter 35 % du montant total de la dotation de l'exercice à venir ainsi que des contributions pour ledit exercice financier des États qui ont

adhéré à la Convention du Mètre après l'adoption de ladite dotation et au plus tard le 31 décembre de l'exercice en cours ;

- Fonds d'Investissement : un Fonds d'Investissement destiné à couvrir les coûts d'infrastructure du BIPM inclut l'amortissement d'équipements, tout autre investissement supplémentaire nécessaire, et toute autre dépense imprévue. Le financement de ce Fonds est assuré par toute somme que le CIPM déciderait de transférer du Fonds de Réserve ainsi que par la contribution d'entrée acquittée par les États accédant au BIPM représentant leur soutien à l'infrastructure du BIPM (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds d'Investissement serait constitué des fonds restants. Les sommes sont automatiquement transférées du Fonds d'Investissement au Fonds de Réserve, ou du Fonds de Réserve au Fonds d'Investissement, pour être en conformité avec cette décision du CIPM qui restera en vigueur jusqu'à ce que le CIPM en décide autrement.

Risques financiers

Le BIPM a élaboré des stratégies de gestion des risques conformément à son Règlement financier. Le BIPM est exposé à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. Le BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, le BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et est limité en raison des dispositions de l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre relatives aux avances faites par les États Membres en cas de défaillance à ses obligations de paiement d'un État Membre débiteur.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'il devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Avantages du personnel

Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Le BIPM comptabilise en charges les cotisations et contributions à payer à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Lors de son départ à la retraite, tout membre du personnel de plus de 50 ans, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, reçoit une indemnité égale à une fraction du traitement défini dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*. La provision pour indemnité de départ à la retraite représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'indemnité de départ à la retraite des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans les allocations familiales et sociales.

Provision pour assurance maladie

Les membres du personnel qui font valoir leurs droits à la retraite, sont affiliés au régime d'assurance lors de leur cessation de fonctions et n'exercent pas d'activité lucrative, peuvent continuer à bénéficier de l'assurance pour le risque maladie et pour les obsèques. La provision pour assurance maladie représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'assurance maladie des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour assurance maladie sont présentées sur une ligne séparée du tableau des charges de personnel (voir Note 10).

En 2009, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les cinq ans, la dernière révision ayant eu lieu en 2009. Une étude actuarielle a été demandée à un cabinet d'actuaire international en 2014.

Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Caisse des prêts sociaux

Le fonds de roulement de la Caisse des prêts sociaux, créée en 1973 par le CIPM pour accorder des prêts sociaux aux membres du personnel, est fixé à 1,2 % de la dotation annuelle du BIPM. Les prêts sociaux sont présentés en Prêts sociaux au personnel et les fonds restant disponibles sont inclus dans la Trésorerie et équivalents de trésorerie dans l'État de la situation financière.

Emprunts

Le BIPM n'a pas d'emprunt. Si les États Membres décidaient le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés au coût amorti.

Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants sont comptabilisés au coût amorti.

Note 3 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des postes suivants :

- juste valeur des instruments financiers ;
- juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles au 1^{er} janvier 2009 : immeubles, actifs historiques, étalons, bases de données, etc. Le BIPM fait appel à des évaluateurs externes pour évaluer ces actifs ;
- provisions pour avantages du personnel, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, le taux d'évolution des coûts médicaux, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Le BIPM fait appel à un actuinaire indépendant pour estimer ces hypothèses ;
- charges à payer ;
- actifs et passifs éventuels ;
- provisions pour litiges. Les réclamations contentieuses impliquant le BIPM sont évaluées en interne. Le BIPM peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés ;
- tests de perte de valeur.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 4 Immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)	Immobilisations incorporelles	Étalons et équipements scientifiques	Machines-outils	Matériel roulant	Matériel de bureau	Matériel informatique	Mobilier de bureau	Actifs historiques	Équipements scientifiques en développement	SOUS-TOTAL	Bâtiments	TOTAL
Valeur brute au 01/01/2012	2 376	18 114	990	153	121	812	508	485	3 112	26 671	21 050	47 721
Amortissements cumulés	(355)	(8 199)	(538)	(120)	(109)	(720)	(268)	0	0	(10 309)	(1 814)	(12 124)
Valeur nette comptable au 01/01/2012	2 021	9 915	452	33	11	92	240	485	3 112	16 361	19 236	35 597
Acquisitions	13	257	5	0	9	60	9	0	407	760	492	1 252
Cessions – valeurs brutes	0	(317)	0	0	0	(2)	0	0	(2 115)	(2 434)	(194)	(2 628)
Amortissement	(171)	(989)	(45)	(13)	(5)	(47)	(19)	0	0	(1 289)	(598)	(1 887)
Cessions – amortissements cumulés	0	126	0	0	0	2	0	0	0	128	157	285
Dépréciation	(1 214)	0	0	0	0	0	0	0	0	(1 214)	0	(1 214)
Autres variations	0	169	0	0	0	0	0	0	(169)	0	0	0
Valeur nette comptable au 31/12/2012	649	9 161	412	20	16	105	230	485	1 235	12 313	19 093	31 406
Valeur brute au 01/01/2013	1 175	18 223	995	153	130	870	517	485	1 235	23 783	21 348	45 131
Amortissements cumulés	(526)	(9 062)	(583)	(133)	(114)	(765)	(287)	0	0	(11 470)	(2 255)	(13 725)
Valeur nette comptable au 01/01/2013	649	9 161	412	20	16	105	230	485	1 235	12 313	19 093	31 406
Acquisitions	59	692	26	0	2	91	14	0	122	1 005	579	1 584
Cessions – valeurs brutes	0	(23)	0	0	0	(64)	0	0	0	(87)	(87)	(174)
Amortissement	(174)	(836)	(45)	(7)	(6)	(57)	(20)	0	0	(1 145)	(614)	(1 759)
Cessions – amortissements cumulés	0	14	0	0	0	64	0	0	0	78	72	150
Dépréciation	(50)	0	0	0	0	0	0	0	0	(50)	0	(50)
Autres variations	130	0	0	0	0	0	0	0	(130)	0	0	0
Valeur nette comptable au 31/12/2013	615	9 009	392	13	10	139	224	485	1 227	12 115	19 043	31 158
Valeur brute au 31/12/2013	1 314	18 893	1 020	153	130	897	531	485	1 227	24 652	21 840	46 492
Amortissements cumulés	(699)	(9 884)	(628)	(140)	(120)	(758)	(307)	0	0	(12 537)	(2 797)	(15 334)

Immobilisations incorporelles

Pour les exercices présentés, les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels, un site internet et des bases de données.

T-soft, comptabilisé en tant qu'immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéfinie, a fait l'objet d'un test de dépréciation conformément à IPSAS 21. En 2012, sa valeur de service recouvrable a été déterminée en utilisant

le coût de remplacement amorti, et sa valeur a été comparée au coût de développement attendu de l'UTC rapide, une nouvelle solution pour prédire le Temps universel coordonné (UTC), estimé à 220 milliers d'euros. Aussi, T-Soft, valorisé à 1 434 milliers d'euros dans les états financiers 2011 du BIPM, a été déprécié en considérant que son coût de remplacement amorti utilisé pour déterminer sa valeur de service recouvrable ne devrait pas excéder 220 milliers d'euros, et en comptabilisant une dépréciation de 1 214 milliers d'euros en 2012.

L'événement majeur de 2013 est l'introduction officielle de l'UTC rapide, évalué à 170 milliers d'euros, le 1^{er} juillet 2013, qui était comptabilisé en tant qu'équipement scientifique en développement au 31 décembre 2012. C'est pourquoi une dépréciation complémentaire de T-soft de 50 milliers d'euros a été comptabilisée en 2013 afin de réduire sa valeur comptable de 220 milliers d'euros à 170 milliers d'euros.

Concernant les autres bases de données, les changements d'estimation comptable suivants ont été effectués en 2012 : l'amortissement des bases de données de la KCDB, du JCRB et du JCTLM, qui étaient considérées avoir une durée d'utilité indéfinie. Du fait d'événements survenus en 2012 (la décision de refondre le site internet du BIPM et la KCDB, ainsi que la mise à jour attendue du logiciel utilisé pour la base de données du JCTLM), il a été déterminé que la durée d'utilité de ces bases de données prendrait fin dans 4 ans, 4 ans et 9 ans, respectivement.

Étalons et équipements scientifiques

En 2012, il a été procédé à l'examen des étalons et équipements scientifiques du Département des rayonnements ionisants avant le départ à la retraite du directeur de ce département scientifique.

Les principaux changements en 2012 concernent la mise en service du condensateur calculable et du pont d'impédance 1 hertz du Département de l'électricité, immobilisations qui figuraient en équipements scientifiques en développement au 31 décembre 2011.

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions d'étalons et d'équipements scientifiques (y compris les équipements scientifiques en développement) s'élèvent à 99 milliers d'euros en 2013 et à 397 milliers d'euros en 2012.

En 2012, les principales sorties d'étalons et d'équipements scientifiques ont concerné deux matériaux de blindage d'uranium 238 du Département des rayonnements ionisants.

Il est à noter que le Département des rayonnements ionisants dispose, au 31 décembre 2013, de 26 sources scellées dont il a actuellement l'usage. Aucune provision pour démontage et enlèvement de ces sources ne figure dans les états financiers du BIPM car il existe une incertitude tant sur le montant que sur la date de démontage et d'enlèvement de ces sources, ce qui ne permet pas de satisfaire aux conditions de comptabilisation d'une provision.

Équipements scientifiques en développement

Les équipements scientifiques en développement concernent essentiellement le projet de la balance du watt, projet prioritaire dans le cadre de l'actuel programme de travail et de celui à venir, pour 866 milliers d'euros au 31 décembre 2013, contre 768 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

Certains éléments de la balance du watt, équipement scientifique qui était antérieurement comptabilisé en équipement scientifique en développement et qui n'est plus utile pour le nouveau prototype de balance du watt, qui s'élèvent à 2 004 milliers d'euros, ont été décomptabilisés en 2012. Ce nouveau prototype de balance du watt reste comptabilisé en tant qu'équipement scientifique en développement pour 768 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

En 2012, la balance du watt supraconductrice, qui était antérieurement comptabilisée en équipement scientifique en développement pour 110 milliers d'euros, a été décomptabilisée puisqu'il s'agit d'un projet terminé qui ne sera pas utilisé à l'avenir.

Bâtiments

En 2012, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- la rénovation de la toiture du Pavillon de Breteuil achevée début février 2013,
- la transformation de deux salles de l'Observatoire pour l'aménagement d'une salle informatique.

En 2013, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- l'achèvement de la rénovation de la toiture du Pavillon de Breteuil,
- l'achèvement de la transformation de deux salles de l'Observatoire pour l'aménagement d'une salle informatique,
- la création d'un nouveau réseau informatique de fibre optique sur le site,
- et la création d'une plateforme sur le toit du bâtiment des lasers pour le Département du temps.

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions du poste Bâtiments s'élèvent à 75 milliers d'euros en 2013 et 79 milliers d'euros en 2012.

En 2012, les principales sorties du poste Bâtiments ont concerné :

- les agencements intérieurs et les installations générales et techniques du bâtiment des lasers, totalement amortis, suite à la finalisation de la rénovation du bâtiment des lasers commencée en 2010,
- l'ancienne toiture du Petit Pavillon, totalement amortie, à la suite de sa rénovation en 2011.

En 2013, la principale sortie du poste Bâtiments a concerné l'ancienne toiture du Pavillon de Breteuil à la suite de sa rénovation en 2012-2013.

Note 5 Stocks et travaux en cours

Le détail des stocks et travaux encours est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 December 2013	31 December 2012
Stocks et travaux en cours		
Matières premières	680	421
Accessoires pour prototypes	17	17
Travaux en cours	43	43
Autres	7	7
Total des stocks et travaux en cours	747	488

Les matières premières sont des métaux précieux et les travaux en cours concernent essentiellement des prototypes de masse.

La variation des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Au 1^{er} janvier	488	490
Mouvement de l'exercice	259	(2)
Au 31 décembre	747	488

Le BIPM a acheté du platine iridié en 2013 afin de produire six nouveaux prototypes de masse.

Note 6 Contributions des États Membres

À l'actif, le détail des Contributions des États Membres restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

	31 décembre 2013 (part non courante)	31 décembre 2013 (part courante)	31 décembre 2013 Total Valeur actualisée	31 décembre 2013 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République dominicaine	810	170	980	1 148
République islamique d'Iran	975	393	1 368	1 422
Autres États Membres	0	487	487	487
Total des Contributions des États Membres	1 785	1 050	2 835	3 057

	31 décembre 2012 (part non courante)	31 décembre 2012 (part courante)	31 décembre 2012 Total Valeur actualisée	31 décembre 2012 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République dominicaine	849	58	907	1 093
République islamique d'Iran	1 206	215	1 421	1 501
Autres États Membres	0	349	349	349
Total des Contributions des États Membres	2 055	622	2 677	2 943

Au passif, le détail des Avances faites par les autres États Membres est présenté ci-après :

	31 décembre 2013 (part non courante)	31 décembre 2013 (part courante)	31 décembre 2013 Total Valeur actualisée	31 décembre 2013 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République dominicaine	903	0	903	1 099
République islamique d'Iran	1 307	71	1 378	1 463
Total des Avances faites par les États Membres	2 210	71	2 281	2 562

	31 décembre 2012 (part non courante)	31 décembre 2012 (part courante)	31 décembre 2012 Total Valeur actualisée	31 décembre 2012 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République du Cameroun	0	76	76	76
République dominicaine	884	97	981	1 196
République islamique d'Iran	1 350	0	1 350	1 463
Total des Avances faites par les États Membres	2 234	173	2 407	2 735

L'une des obligations principales d'un État Membre d'une organisation intergouvernementale est de respecter ses obligations financières. En effet, l'article 9 de la Convention du Mètre prévoit que les dépenses annuelles d'entretien du Bureau international des poids et mesures seront couvertes par des contributions des États Parties à la Convention du Mètre. L'article 6, alinéas 6 à 8, du Règlement annexé à la Convention du Mètre prévoit un mécanisme de répartition de la contribution d'un État demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution. L'alinéa 7 dudit article prévoit également une suspension des avantages et prérogatives conférés audit État par l'adhésion à la Convention du Mètre. Cette disposition est appliquée à la République du Cameroun (exclue le 22 octobre 2012), à la République populaire démocratique de Corée (exclue le 22 octobre 2012), à la République dominicaine et à la République islamique d'Iran.

Cette importante et unique procédure permet au BIPM de continuer à remplir sa mission si un État Partie à la Convention du Mètre n'acquiesce pas sa contribution durant plus de trois années.

L'alinéa 8 de l'article 6 du Règlement précise qu'après trois nouvelles années, l'État déficitaire est exclu, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du Règlement.

La Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), a adopté la Résolution 8 relative aux contributions arriérées établissant le mécanisme d'adoption des décisions et une procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées ainsi que l'exclusion. Le Comité international des poids et mesures a adressé à la République du Cameroun, à la République populaire démocratique de Corée, à la République dominicaine et à la République islamique d'Iran une notification officielle les invitant à exécuter leurs obligations financières et leur rappelant la procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées et l'exclusion. Au vu de la persistance de la République du Cameroun, de la République populaire démocratique de Corée, de la République dominicaine et de la République islamique d'Iran à ne pas exécuter leurs obligations financières, dont les arriérés s'élevaient à une somme totale de 3 983 milliers d'euros en 2010, 3 836 milliers d'euros desquels ont été répartis entre les autres États Parties à la Convention du Mètre, quatre projets de résolutions ont été proposés à l'ordre du jour provisoire de la 24^e réunion de la Conférence générale des poids et mesures (octobre 2011) demandant à la CGPM de prendre une décision quant à l'exclusion de chacun de ces États Membres.

Lors de sa 24^e réunion, en 2011, la Conférence générale des poids et mesures a adopté la Résolution 6 relative aux contributions arriérées des États Parties à la Convention du Mètre. La CGPM a ainsi réaffirmé l'absolue nécessité que les contributions des États Parties à la Convention du Mètre soient acquittées en temps et en heure et régulièrement pour permettre au BIPM de remplir sa mission et d'éviter des difficultés financières pesant sur son fonctionnement quotidien et a décidé :

- d'accorder aux États Parties ayant des contributions arriérées depuis plus de 6 ans un délai de 12 mois à compter de la date d'adoption de la Résolution 6 (2011) pour conclure avec le Comité international des poids et mesures (CIPM) un accord de rééchelonnement,
- que si un accord de rééchelonnement n'était pas conclu dans ce délai de 12 mois, ces États seront automatiquement exclus et le CIPM informera par écrit le Ministère français des Affaires étrangères et européennes aux fins de notification, à ces États et à l'ensemble des États Parties à la Convention du Mètre, de l'exclusion au nom de la CGPM, et
- que le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions applicables dès l'année civile suivant l'exclusion.

Un accord de rééchelonnement a été conclu avec la République dominicaine et avec la République islamique d'Iran, respectivement le 1^{er} août 2012 pour un montant de 1 151 milliers d'euros et le 17 octobre 2012 pour un montant de 1 446 milliers d'euros.

Aucun accord de rééchelonnement n'ayant été conclu avec la République du Cameroun ni avec la République populaire démocratique de Corée, à l'issue du délai de 12 mois mentionné ci-dessus, ces États ont été automatiquement exclus le 22 octobre 2012. Leurs Contributions restant dues, respectivement de 669 milliers d'euros et de 975 milliers d'euros, ont été comptabilisées en pertes en 2012. Les Avances qui leur

avaient été faites par les autres États Membres, respectivement de 669 milliers d'euros et 877 milliers d'euros, ont été décomptabilisées. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 adoptée par la Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion.

Note 7 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Créance de TVA	418	201
Autres créances	34	204
Total des Autres créances	452	405

Note 8 Actifs financiers

Le détail de la juste valeur des actifs financiers est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	Total 31 décembre 2013
Obligations (part courante)	517	496	1 013
Obligations (part non courante)	1 014	101	1 115
Total	1 531	597	2 128

Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Autres	Total 31 décembre 2012
Trésorerie	6 245	375	348	-	-	4	6 972
Équivalents de trésorerie	1 514	-	-	-	-	-	1 514
Obligations	3 648	613	-	156	411	-	4 828
Total	11 407	988	348	156	411	4	13 314

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Autres	Total 31 décembre 2013
Trésorerie	831	211	261	4	22	2	1 331
Équivalents de trésorerie	9 518	-	-	-	-	-	9 518
Total	10 349	211	261	4	22	2	10 849

Le détail de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Report de crédits engagés au budget d'exercices financiers postérieurs à l'exercice financier	308	949
Report de crédits non engagés au budget et reportés au budget de l'exercice financier suivant	0	1 512
Factures non parvenues au 31 décembre	91	82
Fournisseurs à payer	524	474
Dettes - Prestations liées au personnel	384	9
Créditeurs divers	263	134
Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	4	0
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	293	204
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	0	0
Paiement du Cameroun – avance faite au Cameroun à rembourser aux autres États Membres	0	76
Paiement de la République dominicaine – avance faite à la République dominicaine à rembourser aux autres États Membres	0	112
Paiement de la République islamique d'Iran – avance faite à la République islamique d'Iran à rembourser aux autres États Membres	71	0
Fonds de Réserve pour l'assurance maladie	242	242
Caisse des prêts sociaux	109	126
Fonds de Réserve	4 126	4 071
Fond d'Investissement	4 434	5 323
Total	10 849	13 314

Note 10 Avantages du personnel

Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2013	2012
Traitements	4 797	4 880
Allocations familiales et sociales	998	1 073
Charges sociales	506	498
Indemnités de subsistance du personnel en détachement au BIPM	83	99
Charges de personnel courantes	6 384	6 550
Variation de la provision pour assurance maladie	(215)	1 284
Production immobilisée de l'exercice	(174)	(476)
Total des charges de personnel	5 995	7 358

Effectifs

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Membres du personnel en contrat à durée indéterminée	72	73
Membres du personnel en contrat à durée déterminée	3	3
Personnel en détachement au BIPM	2	1
Total des effectifs	77	77

Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 369 milliers d'euros en 2012 et 2 329 milliers d'euros en 2013.

Avantages du personnel courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Provision pour congés annuels	359	372
Provision pour indemnité de départ à la retraite	22	0
Autres avantages du personnel courants	3	0
Total des avantages du personnel courants	384	372

Les variations de la provision pour congés annuels sont incluses dans les traitements.

Avantages du personnel non courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Provision pour indemnité de départ à la retraite	271	303
Provision pour assurance maladie	8 370	8 585
Total des avantages du personnel non courants	8 641	8 888

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans les allocations familiales et sociales.

Provision pour assurance maladie

En 2009, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au minimum tous les cinq ans, la dernière révision ayant eu lieu en 2009. Une revue doit être effectuée en 2014.

Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel.

Les tableaux ci-après présentent l'évolution des engagements au titre de l'assurance maladie, les montants comptabilisés dans l'État de la situation financière, dans l'État de la performance financière, l'évolution des gains et pertes actuariels ainsi que les principales hypothèses actuarielles retenues.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Provision pour assurance maladie	8 370	8 585
Provision pour assurance maladie	8 370	8 585
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	345	326
Intérêts sur l'obligation	274	272
(Gains) pertes actuariels	(834)	686
Variation de la provision pour assurance maladie	(215)	1 284
<i>Principales hypothèses actuarielles (exprimées en moyennes pondérées)</i>		
Taux d'actualisation à la clôture	3,58 %	3,19 %
Inflation des coûts médicaux (inflation médicale pure, l'effet du vieillissement de la population est pris en compte par le modèle)	3,8 %	3,8 %

L'hypothèse d'évolution des coûts médicaux retenue a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière. Une variation d'un point de pourcentage dans l'hypothèse d'évolution des coûts médicaux aurait les effets suivants :

(en milliers d'euros)	Augmentation d'un point de pourcentage	Diminution d'un point de pourcentage
Impact sur le coût des services rendus et des intérêts sur l'obligation	228	(162)
Impact sur la provision pour assurance maladie	2 592	(1 892)

Note 11 Autres créiteurs courants

Le détail des Autres créiteurs courants restant dus à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	293	204
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	0	0
Dette Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	4	0
Autres	354	225
Total des Autres créiteurs courants	651	429

Note 12 Contributions

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012
Contributions	11 744	11 517
Contribution discrétionnaire supplémentaire	0	358
Total	11 744	11 875

Contributions

Le montant total des contributions comptabilisé en 2012 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2012 car la République tunisienne est devenue État Membre le 1^{er} février 2012. Le BIPM lui a notifié sa contribution d'entrée comptabilisée en Autres produits (voir Note 14) ainsi que sa contribution pour 2012.

Il en est de même en 2013 car la République de Colombie et la République d'Irak sont devenus États Membres le 6 février 2013 et le 20 août 2013 respectivement.

Contribution discrétionnaire supplémentaire

Le montant total de la contribution discrétionnaire supplémentaire comptabilisé en 2012 est différent de celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2012 car la contribution discrétionnaire supplémentaire des États Membres qui ont déclaré leur intention de ne pas s'acquitter de cette contribution supplémentaire discrétionnaire au titre de 2012 n'a pas été comptabilisée.

La dotation annuelle de 2013 ne comporte pas de contribution discrétionnaire supplémentaire.

Note 13 Souscriptions des Associés

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012
Souscriptions des Associés	530	320

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2012 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2012 car le Sultanat d'Oman, la République du Botswana, la République arabe syrienne et la République de Namibie ont acquis le statut d'Associé à la CGPM le 8 mai 2012, le 30 mai 2012, le 31 mai 2012 et le 10 août 2012 respectivement et se sont vu notifier leur souscription pour 2012.

Il en est de même en 2013 car la Mongolie a acquis le statut d'Associé à la CGPM le 7 août 2013 et s'est vu notifier sa souscription pour 2013.

Note 14 Autres produits

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012
Autres produits		
<i>Metrologia</i>	120	114
Produits d'intérêt	208	225
Contribution d'entrée des nouveaux États Membres	111	29
Dons	55	60
Frais d'inscription réunions	17	25
Variation de juste valeur des actifs financiers	0	389
Désactualisation financière	45	0
Autres	42	156
Total des autres produits	598	998

Contribution d'entrée des nouveaux États Membres

La République tunisienne, devenue État Membre le 1^{er} février 2012, s'est vu notifier sa contribution d'entrée en 2012. La République de Colombie et la République d'Irak, devenues États Membres le 6 février 2013 et le 20 août 2013 respectivement, se sont vu notifier leur contribution d'entrée en 2013.

Dons

Le BIPM a reçu un don en 2013 pour la participation de l'*International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) au secrétariat du Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire (JCTLM) pour un montant de 55 milliers d'euros.

Le BIPM a reçu différents dons en 2012 pour :

- la participation de l'*International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) au secrétariat du Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire (JCTLM) pour un montant de 53 milliers d'euros,
- un don de 7 milliers d'euros effectué par le *National Measurement Institute* (Australie).

Autres

Les produits d'écarts de change sont de 15 milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 et de 43 milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

En 2012, le BIPM a notamment :

- comptabilisé 30 milliers d'euros pour la conception et la fabrication d'une chambre d'ionisation à cavité en graphite utilisée comme étalon primaire pour la mesure du kerma dans l'air pour l'ININ (Mexique),
- facturé 20 milliers d'euros à Euramet dans le cadre d'une collaboration dans le domaine de la programmation international de la recherche en métrologie,
- et comptabilisé 41 milliers d'euros correspondant à une année d'un financement de trois ans accordé par le *National Institute of Standards and Technology* (NIST, États-Unis d'Amérique) pour un projet du Département de la chimie.

Note 15 Services généraux

Les charges de services généraux sont détaillées ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012
Services généraux		
Chauffage, eau, électricité	357	287
Assurances	37	34
Publications	30	31
Frais de bureau	127	133
Frais de réunions	87	116
Voyages et transport de matériel	231	277
Bibliothèque	75	42
Bureau du Comité	43	38
Total des services généraux	987	958

Note 16 Autres charges opérationnelles

Le détail des autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012
Autres charges opérationnelles		
Variation des stocks	(260)	2
Platine iridié	260	0
Audit/revue	131	47
Désactualisation financière	47	0
Charges d'écarts de change	76	12
Autres	399	42
Total des autres charges opérationnelles	653	103

EXÉCUTION DU BUDGET

Exécution du budget 2013

(en milliers d'euros)

	Montants réalisés 2013 (A)	Budget 2013 (B)	Écart (A) - (B)
PRODUITS			
1. Contributions des États Membres	11 744	11 633	111
2. Intérêts des fonds	208	218	-10
3. Recettes diverses	210	370	-160
4. Souscriptions des Associés	530	554	-24
5. <i>Metrologia</i>	120	123	-3
TOTAL DES PRODUITS	12 812	12 898	-86

(en milliers d'euros)	Montants réalisés 2013	Crédits engagés en 2010, 2011 et 2012 et reportés en 2013	Crédits engagés et reportés en 2014, 2015 et 2016	Exécution du budget 2013	Budget 2013	Différence
	A	B	C	D = A - B + C	E	F = D - E
CHARGES						
A. Dépenses de personnel	6 368	-	-	6 368	6 728	-360
A.1 Traitements	4 797					
A.2 Allocations familiales et sociales	1 081					
A.3 Charges sociales	490					
B Contribution à la Caisse de retraite	2 328	-	-	2 328	2 328	-
C. Services généraux	987	43	33	977	1 029	-52
C.1 Chauffage, eau, électricité	357					
C.2 Assurances	37					
C.3 Publications	30	11				
C.4 Frais de bureau	127					
C.5 Frais de réunion	87					
C.6 Voyages et transport de matériel	231					
C.7 Bibliothèque	75	32	33			
C.8 Bureau du Comité	43					
D. Dépenses de laboratoires	1 501	648	275	1 128	1 487	-359
E. Bâtiments (entretien et rénovation)	765	136	-	629	880	-251
F. Divers	814	260	-	554	446	108
Total des charges	12 763	1 087	308	11 984	12 898	-914
Total des produits				12 812		
Solde budgétaire de l'exercice				828		

Le budget de l'année 2013 a été voté par le CIPM lors de sa 101^e réunion en octobre 2012. Il incluait un total de dépenses pour 2013 d'un montant de 12 898 milliers d'euros et un total de produits pour le même montant.

Exécution du budget

Produits

Le montant des produits correspond au total des produits opérationnels figurant dans l'État de la performance financière à l'exception des produits d'écarts de change, de désactualisation financière et des variations de juste valeur.

Charges

Le montant des charges correspond au total des charges opérationnelles figurant dans l'État de la performance financière à l'exception :

- des dotations aux amortissements,
- de la variation des stocks et travaux en cours,
- des variations des provisions telles que la provision pour assurance maladie, la provision pour congés payés,
- de la subvention des cotisations à l'assurance maladie des pensionnés prélevée sur le Fonds de réserve pour l'assurance maladie,
- des coûts de personnel imputés au développement d'immobilisations au cours de l'exercice,
- des charges d'écarts de change,
- de la désactualisation financière,
- des variations de juste valeur,
- des moins-values de cession des immobilisations,

auquel il convient d'ajouter les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice.

L'exécution du budget de l'année 2013 fait ressortir un excédent budgétaire de 828 milliers d'euros.

Il a été décidé que les crédits non engagés ne seraient pas reportés au budget de l'année 2014. Ils apparaissent en excédent de l'exercice.

Ces 828 milliers d'euros sont destinés à couvrir partiellement la provision pour assurance maladie qui s'élève à 8 370 milliers d'euros au 31 décembre 2013. Il est prévu de continuer de la sorte dans les années qui viennent afin de disposer de fonds suffisants pour couvrir ce passif.

3. — CONTRIBUTIONS PAYÉES EN 2013 (EUROS)

	DATE DES VERSEMENTS	AU TITRE DES ANNÉES			
		2011	2012	2013	2014
Afrique du Sud	18 juin			54 541,00	
Allemagne	15 mars			1 085 813,83	
Arabie saoudite	9 avril			115 219,00	
Argentine	16 avril			54 719,88	
Australie	20 juin			265 748,86	
Autriche	12 mars			117 251,72	
Belgique	15 mai			146 685,80	
Brésil	20 juin			221 148,91	
Bulgarie	31 juillet			54 686,91	
Canada	14 février			439 199,16	
Chili	30 décembre			55 160,82	21 999,18
Chine	7 janvier			217 117,81	
Chine	4 décembre			224 353,61	
Colombie	25 avril			55 570,00	
Croatie	12 novembre			55 303,00	
Danemark	18 janvier			101 309,06	
Égypte					
Espagne	20 décembre			437 762,48	
États-Unis d'Amérique	23 avril			325 743,83	
États-Unis d'Amérique	24 décembre			760 070,00	
Fédération de Russie	6 mars			213 949,10	
Finlande	14 janvier			77 378,54	
Finlande	18 novembre		78 681,00		
France	25 février			838 815,97	
Grèce					
Hongrie					
Inde	28 mars			72 335,86	
Indonésie	26 février			54 710,15	
Irak (République d')	30 décembre			55 570,00	
Iran (République islamique d')	17 juin		54 806,00		
Irlande	19 décembre				46 526,00
Israël	21 mai		49 560,00		
Israël	15 novembre		6 314,00		
Italie	24 mai			656 735,00	
Italie	30 septembre			28 415,50	
Japon	19 juin			1 086 597,77	
Kazakhstan	19 juin			53 804,00	2 070,00
Kenya	19 juin			55 303,00	
Malaisie	2 août			55 303,00	
Mexique	2 avril			325 631,01	
Norvège	31 décembre				115 289,00
Nouvelle-Zélande	20 février			54 901,57	
Pakistan	5 mars	4 702,13	1 226,43		
Pakistan	12 mars		19 221,13		
Pakistan	30 juillet		35 426,44		
Pays-Bas	19 avril			254 267,24	
Pologne	2 janvier			113 895,31	
Pologne	27 décembre				94 000,00
Pologne	31 décembre				13 000,00
Portugal	21 mars			70 806,51	
République de Corée	14 mai		18 848,73	312 140,80	
République dominicaine					
République tchèque	13 février			54 590,51	
Roumanie	6 septembre			54 668,10	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	14 février			907 237,49	
Serbie	19 février			55 303,00	
Singapour	01 février			54 901,57	
Slovaquie	24 janvier			54 590,51	
Suède	24 janvier			145 266,74	
Suisse	25 juin			154 721,75	
Thaïlande	21 février			54 686,63	
Tunisie	6 mars			55 570,00	
Turquie	15 février			84 556,08	
Uruguay	8 juillet		55 874,00		
Venezuela (République bolivarienne du)					
					TOTAL
		4 702,13	319 957,73	10 844 058,39	292 884,18
					11 461 602,43

4. — CONTRIBUTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2013 (EUROS)

	AU TITRE DES ANNÉES			
	2010 et antérieures	2011	2012	2013
Afrique du Sud				
Allemagne				
Arabie saoudite				
Argentine				
Australie				
Autriche				
Belgique				
Brésil				
Bulgarie				
Canada				
Chili				
Chine				
Colombie				
Croatie				
Danemark				
Égypte				54 686,91
Espagne				
États-Unis d'Amérique				
Fédération de Russie				
Finlande				
France				
Grèce				95 631,00
Hongrie				53 903,97
Inde				
Indonésie				
Irak (République d')				
Iran (République islamique d')				55 570,00
Iran (République islamique d') - Contributions réparties entre les autres États	1 312 641,07	53 733,00		
Irlande				
Israël				54 901,57
Italie				
Japon				
Kazakhstan				
Kenya				
Malaisie				
Mexique				
Norvège				
Nouvelle-Zélande				
Pakistan			1 645,06	55 216,14
Pays-Bas				
Pologne				
Portugal				
République de Corée				
République dominicaine				55 570,00
République dominicaine - Contributions réparties entre les autres États	1 039 454,30	53 733,00		
République tchèque				
Roumanie				
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord				
Serbie				
Singapour				
Slovaquie				
Suède				
Suisse				
Thaïlande				
Tunisie				
Turquie				
Uruguay				55 242,42
Venezuela (République bolivarienne du)			54 026,50	55 036,06
				TOTAL
Total	2 352 095,37	107 466,00	55 671,56	535 758,07
				3 050 991,00

5. — SOUSCRIPTIONS PAYÉES EN 2013 (EUROS)

Associés	DATE DES VERSEMENTS	AU TITRE DE		
		2011	2012	2013
Albanie				
Bangladesh	19 septembre			11 577,00
Bélarus	2 avril			14 587,00
Bolivie (État plurinational de)	11 novembre			11 577,00
Bosnie-Herzégovine	11 février			11 577,00
Botswana	8 mars			11 577,00
CARICOM	19 juin			9 262,00
Costa Rica	13 décembre	541,70	5 593,00	14 587,00
Cuba				
Équateur	3 avril		194,19	7 534,98
	21 août			5 199,44
	8 octobre			1 816,86
Estonie	23 janvier			11 577,00
Ex-République yougoslave de Macédoine	9 septembre		4 987,00	6 590,00
Géorgie	6 novembre			11 577,00
Ghana	14 mars			11 577,00
Hong Kong, Chine	14 janvier			20 839,00
Jamaïque				
Lettonie	5 novembre			14 587,00
Lituanie	29 avril			5 500,00
	1 octobre			3 500,00
	2 décembre			8 366,00
Malte	21 mars			11 577,00
Maurice	29 mai			11 577,00
Mongolie	11 juin			11 577,00
Monténégro	21 février			
Namibie				
Oman	22 août			11 577,00
Panama	24 janvier	63,37	5 529,63	
	2 juillet		63,37	14 445,92
Paraguay				
Pérou	28 février			12 735,00
Philippines	18 mars			12 735,00
République arabe syrienne	20 juin			11 577,00
République de Moldova	16 juillet			11 577,00
Seychelles	15 mai			11 577,00
Slovénie	1 mars			21 996,00
Sri Lanka				
Taipei chinois	6 février			39 362,00
Ukraine				
Viet Nam	31 juillet			14 587,00
Zambie	24 avril			11 577,00
Zimbabwe				
				TOTAL
Versements effectués en 2013		605,07	16 367,19	401 885,20
				418 857,46

6. — SOUSCRIPTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2013 (EUROS)

Associés	AU TITRE DE			
	2011	2012	2013	
Albanie			11 577,00	
Bangladesh				
Bélarus				
Bolivie (État plurinational de)				
Bosnie-Herzégovine				
Botswana				
CARICOM				
Costa Rica				
Cuba		10 067,00	18 292,00	
Équateur				
Estonie				
Ex-République yougoslave de Macédoine			4 987,00	
Géorgie				
Ghana				
Hong Kong, Chine				
Jamaïque			14 587,00	
Lettonie				
Lituanie				
Malte				
Maurice				
Mongolie				
Monténégro				
Namibie			11 577,00	
Oman				
Panama				
Paraguay			11 577,00	
Pérou				
Philippines				
République arabe syrienne				
République de Moldova				
Seychelles				
Slovénie				
Sri Lanka		5 483,00	11 577,00	
Taipei chinois				
Ukraine			20 144,00	
Viet Nam				
Zambie				
Zimbabwe			11 577,00	
			TOTAL	
Total	0,00	15 550,00	115 895,00	131 445,00

7. — BUDGET POUR 2014

euros

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	11 805 252
2. Intérêts/ <i>Interest</i>	200 000
3. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	200 000
4. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	570 000
5. <i>Metrologia</i>	110 000
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	12 885 252
CHARGES/EXPENSES	
A. <i>Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>	
A.1 Traitements/ <i>Salaries</i>	4 840 000
A.2 Allocations familiales et sociales / <i>Family and social allowances</i>	1 265 000
A.3 Charges sociales / <i>Social contributions</i>	600 000
	6 705 000
B. <i>Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 250 600
C. <i>Services généraux/Operating expenses</i>	
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	400 600
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	38 000
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	17 400
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	138 000
C.5 Frais de réunion/ <i>Costs of meetings</i>	190 000
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	219 000
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	121 000
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	41 000
	1 165 000
D. <i>Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>	
D.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	600 000
D.2 Investissement/ <i>Capital</i>	800 000
	1 400 000
E. <i>Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>	
E.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	300 000
E.2 Investissement/ <i>Capital</i>	600 000
	900 000
F. <i>Divers/Miscellaneous</i>	50 000
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	12 470 600
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	414 652
G. <i>Amortissement/Depreciation and amortization</i>	1 800 000
TOTAL DES CHARGES/TOTAL EXPENSES (A,B,C,DI,EI,G)	12 870 600
RÉSULTAT NET/NET RESULT	14 652

8. — TABLEAU DE RÉPARTITION DE LA DOTATION POUR 2014

	Barème ONU 2013-2015	Pourcentage de répartition	Contribution 2014 sur la base de 11 693 000 euros	Contribution 2013 sur la base de 11 577 000 euros (barème ONU 2013-2015)	Contribution 2013 sur la base de 11 577 000 euros (barème ONU 2009-2012)	Différence	Remboursement d'avances au titre de l'article 6 paragraphe 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre**	Contribution nette pour 2014
<i>États Membres</i>			A euros	B euros	C euros	D=B-C euros	E euros	F = A+D+E euros
Afrique du Sud*	0.372	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-428	55 698
Allemagne	7.141	8.57	1 002 090	992 149	1 103 288	-111 139	-8 644	882 307
Arabie saoudite	0.864	1.04	121 607	120 401	115 770	4 631		126 238
Argentine	0.432	0.52	60 804	60 200	55 570	4 630	-784	64 650
Australie	2.074	2.49	291 156	288 267	269 744	18 523	-1 822	307 857
Autriche	0.798	0.96	112 253	111 139	119 243	-8 104	-723	103 426
Belgique	0.998	1.20	140 316	138 924	149 343	-10 419	-1 245	128 652
Brésil	2.934	3.52	411 594	407 510	224 593	182 917	-1 304	593 207
Bulgarie*	0.047	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
Canada	2.984	3.58	418 609	414 457	446 872	-32 415	-3 303	382 891
Chili*	0.334	0.48	56 126	55 570	55 570	0		56 126
Chine	5.148	6.18	722 627	715 459	444 556	270 903	-1 555	991 975
Croatie*	0.126	0.48	56 126	55 570	55 570	0		56 126
Danemark	0.675	0.81	94 713	93 774	103 035	-9 261	-751	84 701
Égypte*	0.134	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
Espagne	2.973	3.57	417 440	413 299	443 399	-30 100	-1 754	385 586
États-Unis d'Amérique*	22.000	9.53	1 114 343	1 103 288	1 103 288	0	-7 235	1 107 108
Fédération de Russie	2.438	2.93	342 605	339 206	223 436	115 770	-7 235	451 140
Finlande	0.519	0.62	72 497	71 777	78 723	-6 946	-488	65 063
France	5.593	6.72	785 770	777 974	854 382	-76 408	-6 382	702 980
Grèce	0.638	0.77	90 036	89 143	96 089	-6 946		83 090
Hongrie*	0.266	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
Inde	0.666	0.80	93 544	92 616	74 092	18 524		112 068
Indonésie*	0.346	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
Iran (Rép. islamique d)*	0.356	0.48	56 126	55 570	55 570	0		56 126
Irlande	0.418	0.50	58 465	57 885	69 462	-11 577	-362	46 526
Israël*	0.396	0.48	56 126	55 570	55 570	0		56 126
Italie	4.448	5.34	624 406	618 212	696 935	-78 723	-3 533	542 150
Japon*	10.833	9.53	1 114 343	1 103 288	1 103 288	0	-7 235	1 107 108
Kazakhstan*	0.121	0.48	56 126	55 570	55 570	0		56 126
Kenya*	0.013	0.48	56 126	55 570	55 570	0		56 126
Malaisie*	0.281	0.48	56 126	55 570	55 570	0		56 126
Mexique	1.842	2.21	258 415	255 852	328 786	-72 934	-786	184 695
Norvège	0.851	1.02	119 269	118 085	121 558	-3 473	-507	115 289
Nouvelle-Zélande*	0.253	0.48	56 126	55 570	55 570	0		56 126
Pakistan*	0.085	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-200	55 926
Pays-Bas	1.654	1.99	232 691	230 382	258 167	-27 785	-1 671	203 235
Pologne	0.921	1.11	129 792	128 505	115 770	12 735	-1 197	141 330
Portugal	0.474	0.57	66 650	65 989	71 777	-5 788	-362	60 500
République de Corée	1.994	2.39	279 463	276 690	314 894	-38 204	-362	240 897
République dominicaine*	0.045	0.48	56 126	55 570	55 570	0		56 126
République tchèque*	0.386	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-417	55 709
Roumanie*	0.226	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5.179	6.22	727 305	720 089	921 529	-201 440	-4 552	521 313
Serbie*	0.040	0.48	56 126	55 570	55 570	0		56 126
Singapour*	0.384	0.48	56 126	55 570	55 570	0		56 126
Slovaquie*	0.171	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-417	55 709
Suède	0.960	1.15	134 470	133 136	148 185	-15 050	-1 330	118 090
Suisse	1.047	1.26	147 332	145 870	157 447	-11 577	-1 073	134 682
Thaïlande*	0.239	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
Turquie	1.328	1.59	185 919	184 074	85 669	98 405	-362	283 962
Uruguay*	0.052	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
Venezuela (République bolivarienne du)	0.627	0.75	87 698	86 828	55 570	31 258	-511	118 444
Totaux		100.00	11 693 000	11 577 000	11 577 000	0	-71 064	11 621 936
<i>Etats ayant adhéré après la Vingt-quatrième réunion de la Conférence générale</i>								
Colombie*	0.259	0.48	56 126					56 126
Irak (République d)*	0.068	0.48	56 126					56 126
Tunisie*	0.036	0.48	56 126	55 570	55 570	0		56 126
Totaux			11 861 378	11 632 570	11 632 570	0	-71 064	11 790 315

** relatif aux paiements pour la République islamique d'Iran (1980 à 1982 et 1983 partiellement).
Les montants relatifs à l'ex-République de Yougoslavie font l'objet d'un remboursement séparé.

**9. — TABLEAU DES SOUSCRIPTIONS DES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES
ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE POUR 2014**

	Barème ONU 2013-2015	Souscription 2014	Coefficient BIPM 2014	Coefficient BIPM 2013	Différence	Souscription 2013 recalculée (barème ONU 2013-2015)	Souscription 2013 (barème ONU 2009-2012)	Différence	Souscription nette pour 2014
		A	B	C	D=B-C	E	F	G=E-F	H=A+G
						euros	euros	euros	euros
Albanie.....	0,010	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Bangladesh.....	0,010	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Bélarus.....	0,056	27 221	0,233	0,126	0,107	16 232	14 587	1 645	28 866
Bolivie (État plurinational de).....	0,009	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Bosnie-Herzégovine.....	0,017	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Botswana.....	0,017	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
CARICOM.....		9 128	0,078	0,080	-0,002	9 038	9 262	-224	8 904
Costa Rica.....	0,038	27 221	0,233	0,126	0,107	14 229	14 587	-358	26 864
Cuba.....	0,069	27 221	0,233	0,158	0,075	17 678	18 292	-614	26 607
Équateur.....	0,044	27 221	0,233	0,126	0,107	14 897	14 587	310	27 531
Estonie.....	0,040	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Ex-République yougoslave de Macédoine.....	0,008	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Géorgie.....	0,007	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Ghana.....	0,014	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Hong Kong, Chine.....		23 154	0,198	0,180	0,018	22 925	20 839	2 086	25 240
Jamaïque.....	0,011	27 221	0,233	0,126	0,107	11 226	14 587	-3 361	23 860
Lettonie.....	0,047	27 221	0,233	0,126	0,107	15 230	14 587	643	27 865
Lituanie.....	0,073	27 221	0,233	0,150	0,083	18 122	17 366	756	27 978
Malte.....	0,016	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Maurice.....	0,013	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Mongolie.....	0,003	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Monténégro.....	0,005	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Namibie.....	0,010	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Oman.....	0,102	14 324	0,123	0,100	0,023	14 182	11 577	2 605	16 929
Panama.....	0,026	27 221	0,233	0,126	0,107	12 895	14 587	-1 692	25 529
Paraguay.....	0,010	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Pérou.....	0,117	16 431	0,141	0,110	0,031	16 268	12 735	3 533	19 963
Philippines.....	0,154	21 627	0,185	0,110	0,075	21 412	12 735	8 677	30 304
République arabe syrienne.....	0,036	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
République de Moldova.....	0,003	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Seychelles.....	0,001	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Slovénie.....	0,100	28 631	0,245	0,190	0,055	21 126	21 996	-870	27 761
Sri Lanka.....	0,025	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
T AIPEI chinois.....		41 696	0,357	0,340	0,017	41 283	39 362	1 921	43 617
Ukraine.....	0,099	28 547	0,244	0,174	0,070	21 014	20 144	870	29 418
Viet Nam.....	0,042	27 221	0,233	0,126	0,107	14 674	14 587	87	27 309
Zambie.....	0,006	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Zimbabwe.....	0,002	11 693	0,100	0,100	0,000				11 693
Totaux.....		674 084	5,765	4,574	1,191	302 430	286 417	16 013	690 097

10. — ÉTATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DU BIPM 2013

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Caisse de retraite et de prévoyance Bureau international des poids et mesures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2013

Exercice clos le 31 décembre 2013

Madame, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité international des poids et mesures (CIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2013.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures (BIPM), ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2013 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du management de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Caisse de retraite et prévoyance du BIPM au 31 décembre 2013, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

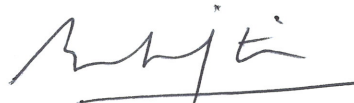
Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'observation suivante :

Les engagements de la Caisse en terme de pensions de retraite et de réversion et d'indemnités de départ à la retraite ont été calculés sur la base d'hypothèses conservatrices.

Les fonds du BIPM ne couvrent pas l'engagement global de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. La couverture de celui-ci repose donc sur la gestion actif/passif et le soutien des Etats Membres.

Paris La Défense, le 28 mai 2014

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2013	31 décembre 2012 (retraité)	31 décembre 2012
Actifs				
Actifs non courants				
Actifs du régime	9	11 596	12 784	13 002
Actifs non courants		11 596	12 784	13 002
Actifs courants				
Actifs du régime	9	1 018	2 098	
Autres créances	10	17	17	17
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	3 797	1 376	1 374
Actifs courants		4 832	3 491	1 391
Total Actifs		16 428	16 275	14 393
Actif net				
Résultat de l'exercice		10 897	(10 105)	(10 105)
Variation de juste valeur		1 627	1 882	
Autres réserves		(68 457)	(58 352)	(58 352)
Actif net		(55 933)	(66 575)	(68 457)
Passifs				
Passifs non courants				
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	67 350	72 356	72 356
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises	8	2 141	7 633	7 633
Passifs non courants		69 491	79 989	79 989
Passifs courants				
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	2 800	2 858	2 858
Autres dettes	11	70	3	3
Passifs courants		2 870	2 861	2 861
Total Passifs		72 361	82 850	82 850

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2013	2012
Produits opérationnels			
Contributions des États Membres	5	2 328	2 369
Cotisations des membres du personnel du BIPM	6	491	493
Produits des placements	9	417	442
Autres produits opérationnels	12	2	64
Total des produits opérationnels		3 238	3 368
Charges opérationnelles			
Pensions	7	2 858	2 799
Variation de la provision pour pensions	8	(10 556)	10 363
Autres charges opérationnelles	13	39	291
Total des charges opérationnelles		(7 659)	13 453
Résultat des activités opérationnelles		10 897	(10 085)
Charges financières			20
Résultat des activités ordinaires		10 897	(10 105)
Résultat de l'exercice		10 897	(10 105)

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2012	(847)		(57 505)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	847		(847)
Résultat de l'exercice	(10 105)		
Solde au 31 décembre 2012	(10 105)	1 882	(58 352)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	10 105		(10 105)
Variation de juste valeur		(255)	
Résultat de l'exercice	10 897		
Solde au 31 décembre 2013	10 897	1 627	(68 457)

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2013	2012 (retraité)	2012
Flux de trésorerie des activités opérationnelles				
Contributions des États Membres		2 325	2 411	2 411
Cotisations des membres du personnel du BIPM		494	493	493
Pensions		(2 789)	(2 796)	(2 796)
Frais financiers			(20)	(20)
Autres charges opérationnelles		(4)	(235)	(237)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		26	(147)	(149)
Flux de trésorerie des activités d'investissement				
Recettes des actifs détenus jusqu'à échéance		1 984		
Produits des placements		411	436	436
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		2 395	436	436
Flux de trésorerie des activités de financement				
		0	0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		2 421	287	287
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		1 376	1 087	1 087
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	3 797	1 376	1 374

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a été instituée, en 1901, par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) lors de sa 3^e réunion au bénéfice des membres du personnel du Bureau international des poids et mesures (BIPM) ; son administration a été confiée, par la Conférence générale des poids et mesures lors de sa 10^e réunion, au Comité international des poids et mesures (CIPM).

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a pour vocation le paiement aux membres du personnel du BIPM des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues en vertu du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, à l'exclusion de tout autre paiement.

Administration de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Politique d'investissement

Le CIPM est chargé de définir la politique d'investissements des avoirs de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Placements

Le directeur est chargé, dans le cadre des principes retenus par le CIPM, de veiller aux placements financiers des ressources affectées à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ; il peut prendre, à cet effet, toute mesure visant à assurer la mise en œuvre de ces principes.

Rapport annuel

Le directeur adresse chaque année au CIPM, dans le cadre de l'approbation des comptes du BIPM, le détail des placements réalisés et de la situation financière de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Garantie des États Membres

Les États Membres du BIPM garantissent collectivement et solidairement le paiement des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. En cas de transformation ou de dissolution du BIPM, les États Membres prennent les mesures nécessaires pour assurer sans interruption le service des pensions, allocations, indemnités ou de toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, jusqu'à l'extinction des droits du dernier bénéficiaire de ces prestations.

Cotisations et contributions

Les ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont constituées :

- d'une cotisation obligatoire de 10 % prélevée mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel en activité, y compris des membres du personnel bénéficiant de logements de fonction, et sur les allocations d'invalidité des membres du personnel mis en invalidité ;

- de contributions des États Membres, votées au titre de la dotation et affectées par le CIPM lors de l'adoption des budgets annuels du BIPM ;
- des intérêts des cotisations et contributions tirés du placement des actifs financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les cotisations des membres du personnel et les contributions des États Membres sont destinées à maintenir l'équilibre actuariel de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM à long terme.

Le taux de cotisation est révisable tous les cinq ans, sur la base d'une étude actuarielle réalisée à la demande du directeur du BIPM.

Conditions d'ancienneté pour bénéficier d'une pension de retraite

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après 7 années de service, à une pension de retraite.

Un membre du personnel cessant ses fonctions avant l'âge normal de départ à la retraite peut demander à ce que la liquidation de la pension de retraite soit :

- différée jusqu'au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge normal de départ à la retraite ;
- ou anticipée et immédiate, sous réserve qu'il ait atteint, au moins, l'âge de 50 ans pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 ou 55 ans pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010. Dans ce cas, la pension de retraite anticipée est réduite en fonction de l'âge du membre du personnel au moment de la liquidation de ses droits selon les barèmes figurant dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*.

Allocation de départ

Tout membre du personnel, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 3 fois le montant des cotisations prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, majorées d'un intérêt de 4 % l'an.

Tout membre du personnel, recruté après le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 2,25 fois le montant des cotisations en *points* prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, la conversion des *points* en euros s'effectuant au taux en vigueur à la date de cessation de fonctions du membre du personnel pour le décompte des traitements du personnel en activité.

Note 2 Adoption des nouvelles règles comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'IPSASB, et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2013 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et donc sans effet sur les états financiers), ainsi que IPSAS 32 – Accords de concession de service : concédant (10/11) qui a été appliquée par anticipation. Cette norme n'est pas applicable aux activités de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et donc sans effet sur les états financiers.

Les normes suivantes, qui remplacent IPSAS 15 sur les instruments financiers et qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, ont été appliquées :

IPSAS 28 – Instruments financiers : Présentation (01/10)

IPSAS 29 – Instruments financiers : Comptabilisation et Évaluation (01/10)

IPSAS 30 – Instruments financiers : Informations à fournir (01/10)

L'application de ces trois normes a eu un impact sur la présentation de l'État de la situation financière, qui est présenté sous le format courant / non courant.

IAS 26 – Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite (01/87 – reformatée en 1994) a été appliquée, sauf pour les dispositions relatives aux instruments financiers couvertes par IPSAS 28, 29 et 30.

Note 3 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Ils ont été établis sur la base du coût historique, sauf pour la valeur actualisée des prestations de retraite qui a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projeté.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les Statut et Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du personnel du Bureau international des poids et mesures qui ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Monnaie fonctionnelle et de présentation

L'unité de compte de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est l'euro. Par conséquent, les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont préparés en euros et présentés en milliers d'euros.

Devises

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière en Autres produits opérationnels ou en Autres charges opérationnelles.

Actifs du régime

Les actifs du régime comprennent des obligations et des fonds communs de placement investis dans des actions et des obligations.

Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est fournie dans les notes aux états financiers.

La politique suivie par la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM en matière de gestion des actifs financiers s'inscrit sur le long terme. C'est pourquoi les fonds communs de placement sont classés en actifs financiers non courants.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur. Leur valeur nominale ainsi que leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté sont indiquées dans les notes aux états financiers.

Risques financiers

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est exposée à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et des cotisations par les membres du personnel du BIPM, ces paiements étant effectués par le biais du BIPM. Le risque de crédit est donc lié au risque de défaut de paiement du BIPM.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées

sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Prestations de retraite

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est un régime de retraite à prestations définies. Les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES* ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Il existe deux règlements, l'un applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés avant le 1^{er} janvier 2010, l'autre applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2010.

En 2008, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les 5 ans, la dernière révision ayant eu lieu en 2008. Une étude actuarielle a été demandée à un cabinet d'actuaire international en 2013.

Il est procédé à une évaluation actuarielle de la provision pour pensions à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer les obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel du BIPM, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après sept années de service, à une pension de retraite, dont le montant est fonction du nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35 ans.

Pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 63^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur ou égal à 45 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 62^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 45 ans et inférieur ou égal à 50 ans au 1^{er} janvier 2010;
- 61^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 50 ans et inférieur ou égal à 55 ans au 1^{er} janvier 2010;
- 60^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 55 ans au 1^{er} janvier 2010.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,02 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel en *points* correspondant au grade et à l'échelon occupés par le membre du personnel pendant six mois au moins avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, au grade et à l'échelon les plus élevés occupés pendant au moins six mois au cours de sa carrière au BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le 65^e anniversaire du membre du personnel.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,019 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 36 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 36 mois.

Emprunts

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas d'emprunt. Si le CIPM décidait le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés en charges lors de leur survenance.

Note 4 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des provisions pour pensions, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Chaque année, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 5 Contributions des États Membres

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 328 milliers d'euros en 2013 et 2 369 milliers d'euros en 2012.

Note 6 Cotisations des membres du personnel du BIPM

Les cotisations obligatoires, de 10 % en 2013 et en 2012, prélevées mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel du BIPM en activité ainsi que sur les allocations d'invalidité des membres du personnel du BIPM en invalidité, s'élèvent à 491 milliers d'euros en 2013 et 493 milliers d'euros en 2012.

Elles concernent les effectifs du BIPM suivants :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté > 7 ans)	50	54
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté < 7 ans)	25	24
Total des effectifs	75	78

Note 7 Pensions

Les pensions servies s'élèvent à 2 858 milliers d'euros en 2013 et 2 799 milliers d'euros en 2012.

Le détail du nombre de pensions servies est présenté ci-après :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Pensions de retraite	53	51
Pensions de réversion	7	8
Pensions d'orphelin	4	4
Allocations d'invalidité	2	2
Total du nombre de pensions servies	66	65

Note 8 Provision pour pensions

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
(en milliers d'euros)		
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part non courante)	36 725	40 404
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part courante)	2 800	2 858
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les membres du personnel actifs (ancienneté > 7 ans) (part non courante)	30 625	31 952
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	70 150	75 214
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises (ancienneté < 7 ans) (non courante)	2 141	7 633
Provision pour pensions	72 291	82 847
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	2 933	2 385
Charge d'intérêt	2 489	2 670
Prestations payées	(2 858)	(3 056)
(Gains) pertes actuariels	(13 121)	8 364
Variation de la provision pour pensions	(10 556)	10 363
<i>Principales hypothèses actuarielles</i>		
<i>- Hypothèses économiques</i>		
Augmentation annuelle du point	1 %	2,32 %
Taux d'actualisation	3,36 %	3,0 %
Augmentation annuelle de la masse salariale 2013 - 2015	1,5 %	1 %
Taux de cotisation (en % de la masse salariale)	56 %	56 %
<i>- Hypothèses démographiques</i>		
Hypothèse de mortalité des pensionnés	ICSLT 2008	ICSLT 2008
(Hypothèse pas de mortalité avant le départ à la retraite)		
Mobilité	Non prise en compte	Non prise en compte
Invalidité	Non prise en compte	Non prise en compte
Âge de départ à la retraite	Retraite à taux plein sauf cas particuliers	Retraite à taux plein sauf cas particuliers
Âge du conjoint	Âge communiqué par le BIPM	Âge communiqué par le BIPM
<i>- Hypothèses techniques</i>		
Revalorisation des retraites	Égale à celle du <i>point</i> Mensuelle à terme échu	Égale à celle du <i>point</i> Mensuelle à terme échu
Périodicité de la rente		
Réversion de la rente	60 % sur le conjoint	60 % sur le conjoint

La table de mortalité utilisée est la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe, dite table ICSLT 2008. Cette table de mortalité est prospective, c'est-à-dire qu'elle tient compte d'un allongement futur probable de l'espérance de vie.

Le coût des services rendus correspond aux droits acquis au cours de l'exercice, c'est-à-dire à l'unité de crédit acquise par les membres du personnel du BIPM pendant l'exercice.

La charge d'intérêt correspond aux intérêts acquis pendant l'exercice sur la provision à la date de clôture en fonction de l'hypothèse de taux d'actualisation.

Les prestations payées correspondent aux pensions versées pendant l'exercice.

Les pertes ou gains actuariels sont calculés de manière à équilibrer le compte en fonction de l'engagement de retraite calculé à la date de clôture.

Taux d'actualisation

L'hypothèse du taux d'actualisation a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière.

- Au 31 décembre 2013 :

Pour les membres du personnel actifs et pensionnés du BIPM, le tableau ci-dessous présente les résultats pour différentes hypothèses de taux d'actualisation au 31 décembre 2013 :

(en milliers d'euros)	Engagements au titre des membres du personnel actifs	Engagements au titre des membres du personnel pensionnés	Total	Coût des services rendus
Taux d'actualisation à 3,00 % (1,00 % net d'inflation)	35 646	40 890	76 536	2 453
Taux d'actualisation à 3,11 % (1,11 % net d'inflation)	34 629	40 458	75 087	2 381
Taux d'actualisation à 3,36 % (1,36% net d'inflation)	32 766	39 525	72 291	2 231
Taux d'actualisation à 3,61 % (1,61 % net d'inflation)	30 959	38 630	69 590	2 094

Si un taux d'actualisation à 3,00 % avait été utilisé (à savoir le taux d'actualisation utilisé en 2012), le total des engagements aurait été de 76 536 milliers d'euros au lieu de 72 291 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2013. La variation du taux d'actualisation utilisé par rapport à l'exercice passé a eu un effet positif de 4 245 milliers d'euros sur le total des passifs au 31 décembre 2013.

- Au 31 décembre 2012 :

Pour les membres du personnel actifs et pensionnés du BIPM, le tableau ci-dessous présente les résultats pour différentes hypothèses de taux d'actualisation au 31 décembre 2012 :

(en milliers d'euros)	Engagements au titre des membres du personnel actifs	Engagements au titre des membres du personnel pensionnés	Total	Coût des services rendus
Taux d'actualisation à 2,75 % (0,75 % net d'inflation)	42 053	44 369	86 422	3 143
Taux d'actualisation à 3,00 % (1,00 % net d'inflation)	39 586	43 262	82 847	2 933
Taux d'actualisation à 3,25 % (1,25 % net d'inflation)	37 308	42 202	79 510	2 737

Note 9 Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements

Le détail de la valeur comptable de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

	Total 31 décembre 2013	Total 31 décembre 2012
(en milliers d'euros)		
Trésorerie	43	47
Équivalents de trésorerie	3 752	1 327
Total	3 795	1 374

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

	Total 31 décembre 2013 (en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2012
(en milliers d'euros)		
Trésorerie	43	47
Équivalents de trésorerie	3 754	1 329
Total	3 797	1 376

Le détail de la valeur comptable des Actifs du régime avant l'application des normes sur les instruments financiers est présenté ci-après :

	Total 31 décembre 2012
(en milliers d'euros)	
<i>Fonds communs de placement (actions)</i>	
- Europe	2 177
- États-Unis d'Amérique	256
- Japon	608
- Asie hors Japon	114
- Autres	115
<i>Total Fonds communs de placement (actions)</i>	3 270
 <i>Fonds communs de placement (obligations)</i>	
- Europe haut rendement	250
<i>Total Fonds communs de placement (obligations)</i>	250
 <i>Obligations</i>	
- Europe zone euro	5 866
dont :	
- OAT 2009-2019, 4,25 %	850
- OAT 2029, 3,4 % indexé	825
- Europe hors zone euro	1 442
- États-Unis d'Amérique	1 489
- Canada (Canada 2003-2013, 5,25 %)	685
<i>Total Obligations</i>	9 482
 Total	13 002

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2013	Total 31 décembre 2012
<i>Fonds communs de placement (actions)</i>		
- Europe	2 592	2 139
- États-Unis d'Amérique	382	306
- Japon	523	448
- Asie hors Japon	195	209
- Autres	73	77
<i>Total Fonds communs de placement (actions)</i>	3 765	3 179
<i>Fonds communs de placement (obligations)</i>		
- Europe haut rendement	448	413
<i>Total Fonds communs de placement (obligations)</i>	448	413
<i>Obligations</i>		
- Europe zone euro	5 044	7 271
dont :		
- OAT 2009-2019, 4,25 %	1 001	1 038
- OAT 2029, 3,4 % indexé	1 124	1 529
- Europe hors zone euro	1 813	1 631
- États-Unis d'Amérique	1 544	1 684
- Canada (Canada 2003-2013, 9 %)		704
<i>Total Obligations</i>	8 401	11 290
Total	12 614	14 882

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime classés en actifs courants / non courants est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2013	Total 31 décembre 2012
Obligations	7 383	9 192
Autres instruments financiers	4 213	3 592
Non courants	11 596	12 784
Obligations	1 018	2 098
Courants	1 018	2 098
Total	12 614	14 882

Le détail du portefeuille obligataire selon la durée est présenté ci-après :

	Total	Total
	31 décembre 2013	31 décembre 2012
(en milliers d'euros)	8 401	11 290
1-3 ans	28,45 %	38,81 %
4-5 ans	42,16 %	31,60 %
6-7 ans	16,01 %	20,89 %
8-10 ans	-	-
> 10 ans	13,38 %	8,70 %
Total	100,00 %	100,00 %

Les Produits des placements concernent les revenus (intérêts, coupons, dividendes) des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au	12 mois jusqu'au
	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Fonds communs de placement (actions)	2	5
Obligations	415	434
Équivalents de trésorerie	-	3
Trésorerie	-	-
Total Produits des placements	417	442

Note 10 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Opérations avec le BIPM	3	0
TVA sur achats	0	3
Intérêts à recevoir	0	14
Produits à recevoir	14	0
Total des Autres créances	17	17

Note 11 Autres dettes

Le détail des Autres dettes restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Pensions à payer	4	3
Opérations avec le BIPM	66	0
Total des Autres dettes	70	3

Note 12 Autres produits opérationnels

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au	12 mois jusqu'au
	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Produits d'écarts de change	2	64
Total des Autres produits opérationnels	2	64

Note 13 Autres charges opérationnelles

Le détail des Autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012
Charges d'écarts de change	39	34
Autres charges opérationnelles	0	257
Total des Autres charges opérationnelles	39	291

Les autres charges opérationnelles correspondent à l'allocation de départ versée, à la fin de leur engagement, aux membres du personnel qui ont cessé leurs fonctions au BIPM en 2012 et qui ne pouvaient pas bénéficier d'une pension de retraite.

11. — LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT VOLUME

BIPM	Bureau international des poids et mesures
CENAM	<i>Centro Nacional de Metrología</i> (Mexique)
CGPM	Conférence générale des poids et mesures
CIPM	Comité international des poids et mesures
CIPM MRA	Arrangement de reconnaissance mutuelle du CIPM/ CIPM Mutual Recognition Arrangement
EBITDA	Résultat avant intérêt et amortissement/ <i>Earnings Before Interest Depreciation and Amortization</i>
EURAMET	<i>European Association of National Metrology Institutes</i>
IAS	<i>International Accounting Standards</i>
IASB	<i>International Accounting Standards Board</i>
IFCC	<i>International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine</i>
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i>
ININ	<i>Instituto Nacional de Investigaciones Nucleares</i> (Mexique)
INMETRO	<i>Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia</i> (Brésil)
INRIM	<i>Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica</i> (Italie)
INTI	<i>Instituto Nacional de Tecnología Industrial</i> (Argentine)
IPSAS	Normes comptables internationales du secteur public/ <i>International Public Sector Accounting Standards</i>
IPSASB	<i>International Public Sector Accounting Standards Board</i>
JCRB	Comité mixte des organisations régionales de métrologie et du BIPM/ <i>Joint Committee of the Regional Metrology Organizations and the BIPM</i>
JCTLM	Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire/ <i>Joint Committee on Traceability in Laboratory Medicine</i>
KCDB	Base de données du BIPM sur les comparaisons clés/ <i>BIPM Key Comparison Database</i>
KRISS	<i>Korean Institute of Standards and Science</i> (République de Corée)
LNE	Laboratoire national de métrologie et d'essais (France)
NIM	<i>National Institute of Metrology</i> (Chine)
NIST	<i>National Institute of Standards and Technology</i> (États-Unis d'Amérique)
NMIA	<i>National Measurement Institute, Australia</i> (Australie)
NMIJ	<i>National Metrology Institute of Japan</i> (Japon)
NMISA	<i>National Metrology Institute of South Africa</i> (Afrique du Sud)
NPL	<i>National Physical Laboratory</i> (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord)
PTB	<i>Physikalisch-Technische Bundesanstalt</i> (Allemagne)
SI	Système international d'unités
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UNSAM	Université nationale de San Martín (Argentine)
UTC	Temps universel coordonné



The present report is presented in French and in English.

Please note, however, that the official version is the French one.

CURRENT MEMBERS
OF THE
INTERNATIONAL COMMITTEE FOR WEIGHTS AND MEASURES

AS OF 14 JUNE 2014

President

1. B. INGLIS, National Measurement Institute (NMIA), P.O. Box 264, Lindfield NSW 2070, Australia.

Secretary

2. R. KAARLS, Klaverwydenstraat 13, 2381 VX Zoeterwoude, The Netherlands.

Members

3. B. BOWSHER, Managing Director, National Physical Laboratory (NPL), Hampton Road, Middlesex, TW11 0LW Teddington, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.
4. H.S. BRANDI, Director for Scientific and Industrial Metrology, Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia (INMETRO), Av. Nossa Senhora das Graças, 50 - Xerém, Dugue de Caxias, RJ 25.250-020, Rio de Janeiro, Brazil.
5. K. CARNEIRO, Morlensesvej 16, DK-2840 Holte, Denmark.
6. Y. DUAN, Deputy Director, National Institute of Metrology (NIM), No. 18, Bei San Huan Dong Lu, 100013 Beijing, China.
7. L. ÉRARD, Scientific Advisor, Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), 1 rue Gaston Boissier, 75015 Paris, France.
8. D.-I. KANG, President, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), 267 Gajeong-Ro, Yuseong-gu, 305-340 Daejeon, Republic of Korea.
9. V.N. KRUTIKOV, Rosstandart, 9 Leninsky Prospekt, V-49, GSP-1, 119991 Moscow, Russian Federation.
10. W. LOUW, Director, Technical Infrastructure Development, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Private Bag X34, Lynnwood Ridge, 0040 Pretoria, South Africa.

11. W.E. MAY, Associate Director for Laboratory Programs, Principle Deputy, National Institute of Standards and Technology (NIST), 100 Bureau Drive, Stop 1000, Gaithersburg, MD 20899-1000, United States of America. *Vice-president.*
 12. J.W. McLAREN, 625 Duff Cr., Ottawa ON K1J 7C6, Canada. *Vice-president.*
 13. H.O. NAVA-JAIMES, Director General, Centro Nacional de Metrología (CENAM), km 4,5 Carretera a Los Cués, El Marqués, C.P. 76241 Querétaro, Mexico.
 14. A. SACCONI, Consultant, Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica (INRIM), Strada delle Cacce 91, 10135-Turin, Italy.
 15. H. UĞUR, Kemeralti mah. 123. Sok, Denizkent sitesi, 19C/2 Marmaris, Mugla 48700, Turkey.
 16. J. ULLRICH, President, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Bundesallee 100, D-38116 Braunschweig, Germany.
 17. T. USUDA, Director, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba Central 3, 1-1-1 Umezono, Tsukuba, Ibaraki 305-8563, Japan.
 18. J. VALDÉS, National University of San Martín (UNSAM), Dean, Institute for Industrial Quality (UNSAM-INITI), Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), av. Gral. Paz 5545, B1650WAB San Martín, 1001 Buenos Aires, Argentina.
-

**Annual report to the Governments of the High Contracting Parties
on the administrative and financial situation
of the International Bureau of Weights and Measures
in 2013**

1. — Foreword
2. — 2013 BIPM Financial statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position
 - Statement of financial performance
 - Statement of changes in net assets
 - Cash Flow Statement
 - Notes to the Financial Statements
 - Note 1 General information
 - Note 2 Significant accounting policies
 - Note 3 Estimates and judgments
 - Note 4 Intangible and tangible assets
 - Note 5 Inventories and work in progress
 - Note 6 Member States Contributions
 - Note 7 Other receivables
 - Note 8 Financial assets
 - Note 9 Cash and cash equivalent,
 - Note 10 Employee benefits
 - Note 11 Other current debtors
 - Note 12 Contributions
 - Note 13 Subscriptions of Associates
 - Note 14 Other income
 - Note 15 General services
 - Note 16 Other operating expenses
 - Budget outturn
3. — Contributions settled in 2013
4. — Outstanding contributions as at 31 December 2013
5. — Subscriptions settled in 2013
6. — Outstanding subscriptions as at 31 December 2013
7. — Budget for 2014
8. — Table of repartition of the dotation for 2014
9. — Table of subscriptions of Associate States and Economies of the CGPM for 2014
10. — 2013 BIPM Pension and Provident Fund Financial Statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position

Statement of financial performance

Statement of changes in net assets

Cash flow statement

Notes to the Financial Statements

Note 1	General information
Note 2	Adoption of the new Accounting Standards
Note 3	Significant accounting policies
Note 4	Estimates and judgments
Note 5	Contributions from Member States
Note 6	Contributions from BIPM staff members
Note 7	Pensions
Note 8	Pension provision
Note 9	Plan assets, cash and cash equivalent, investment income
Note 10	Other receivables
Note 11	Other debtors
Note 12	Other operating income
Note 13	Other operating expenses

11. — List of acronyms and initialisms used in the present volume

1. — FOREWORD

This volume contains the financial statements for the BIPM and for the BIPM pension and Provident Fund. Both of these have been audited by our external auditor, and the audit report is included.

During 2013, Colombia and Iraq acceded to the Metre Convention and Mongolia became an Associate of the General Conference. The agreed dotation (11 577 thousand Euros) was 0.3 % down on the dotation for 2012 (11 185 thousand Euros) which had been supplemented by 431 thousand Euros of voluntary contributions. This reduction has been offset partially by the accession of new Member States and the decision adopted by the CGPM at its 24th meeting to double the subscriptions paid by Associate States and Economies. The total revenue recognized from Member States and Associate States was 12 274 thousand Euros (12 195 for 2012).

Careful control of operating expenses has maintained a balance between revenue and expense. Current staff costs have been reduced from 6 550 thousand Euros (2012, see Note 10) to 6 384 thousand Euros (2013). For the first time since the introduction of accruals accounting at the BIPM, a surplus has been reported of 195 thousand Euros. This has been achieved despite an increase of 130 thousand Euros in energy costs. The cause of this increase has been identified and a corresponding reduction is expected for 2014.

In 2013, we have reported Earnings Before Interest Depreciation and Amortization (EBITDA) as a line on the Profit and Loss statement. This gives a direct measure of the operating revenue minus operating expenses before accounting for transactions relating to the value of the assets. EBITDA for 2013 are 2 052 thousand Euros. This is a 9 % increase compared with EBITDA of 1 798 thousand Euros for 2012 (after correction for exceptional write off items).

The cash flow statement shows a surplus from operations. There was a net decrease in cash and cash equivalent due to the transfer of long-term bonds of 2 128 thousand Euros to financial assets. Additionally, cash available at the end of the year was reduced by 836 thousand Euros because of payments made for laboratory investment and operating expenditure committed during 2012. It is now BIPM policy to monitor operating and investment expenditure against the current year's budget in order to control cash flows.

We have simplified the presentation of the budget for 2013, and will continue this process in future years by indicating budgeted expenditure on investment and operating activity separately. Actual expenditure in 2013 was 1 % below budget. This figure is 8.6 % below budget when corrected for expenditure on budget items carried over from previous years, and certain specific expenditure amounting to 308 thousand Euros, which, after review, will be carried forward to 2014.

The balance sheet shows that investment in new assets during 2013 is close to balancing the estimated depreciation and there is no significant change in asset values shown on the balance sheet between 2012 and 2013. We have improved the presentation of the financial assets by classifying bonds as current or non-current financial assets according to their duration.

The financial statements for the Pension and Provident Fund show a small decrease in the liability of 6 348 thousand Euros resulting from a small increase in the discount rate (from 3.00 % in 2012 to 3.42 % in 2013).

Finally, I am delighted to report that the external auditor has issued an unqualified opinion on the financial statements.

2. — 2013 BIPM FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT



KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

International Bureau of Weights and Measures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2013 financial statements

Period ended December 31st, 2013

To the members of the International Committee of Weights and Measures,

In accordance with the engagement entrusted to us by the Director of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM), we hereby report to you on the financial statements of the International Bureau of Weights and Measures as of and for the period ended December 31st, 2013.

We have audited the accompanying financial statements of the BIPM as of and for the period ending December 31st, 2013, which comprise

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended,
- Notes to the financial statements, and
- Budget outturn.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The director of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n° 14-30080101 et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex.
Capital : 5 497 100 €. Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

KPMG S.A.
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.



Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the Pension and Provident Fund of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2013, and of its financial performance, its changes in net asset for the year then ended in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Without additionally qualifying our opinion, we draw your attention to the following matter.

Fund's engagements in terms of pension schemes, survivors' pensions and lump sum retirement indemnities were calculated with conservative hypothesis.

The funding of the BIPM does not balance the Pension and Provident Fund overall engagement. The coverage of these engagements depends on an asset/liability management and the guarantee of the State Members.

Paris La Défense, May 28th, 2014

KPMG Audit
A division of KPMG S.A.

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2013	31 December 2012
Non current assets			
Buildings	4	19 043	19 093
Scientific equipment	4	10 236	10 396
Intangible assets	4	615	649
Other property, plant and equipment	4	1 264	1 268
Member States contributions	6	1 785	2 055
Non current financial assets	8	1 115	0
Staff social loans		171	152
Non current assets		34 229	33 613
Current assets			
Inventories and work in progress	5	747	488
Member States contributions	6	1 050	622
Subscriptions of Associates		131	33
Other receivables	7	452	405
Prepayments		124	141
Current financial assets	8	1 013	0
Cash and cash equivalent	9	10 849	13 314
Current assets		14 366	15 003
Total Assets		48 595	48 616
Net Assets			
Net result for the period		195	(3 654)
Change in fair value		(127)	0
Other reserves		36 046	39 700
Net Assets		36 114	36 046
Non current liabilities			
Non current employee benefits	10	8 641	8 888
Advances from Member States	6	2 210	2 234
Non current liabilities		10 851	11 122
Current liabilities			
Current employee benefits	10	384	372
Advances from Member States	6	71	173
Current payables		524	474
Other current creditors	11	651	429
Current liabilities		1 630	1 448
Total Liabilities		12 481	12 570

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2013	2012
Operating revenue			
Contributions	12	11 744	11 875
Subscriptions	13	530	320
Other income	14	598	998
Total operating revenue		12 872	13 193
Operating expenses			
Staff	10	5 995	7 358
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund	10	2 329	2 369
General services	15	987	958
Laboratory operating expenses		595	372
Building maintenance		261	235
Other operating expenses	16	653	103
Total operating expenses		10 820	11 395
EBITDA		2 052	1 798
Depreciation and amortization	4	(1 759)	(1 887)
Loss on disposal of tangible assets	4	(24)	(2 343)
Impairment of intangible assets	4	(50)	(1 214)
Result from operating activities		219	(3 646)
Financial expenses		24	8
Result from ordinary activities		195	(3 654)
Net result for the period		195	(3 654)

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2012	(194)	0	39 894
Allocation of prior period net result	194	0	(194)
Net result for the period	(3 654)	0	
Balance at 31 December 2012	(3 654)	0	39 700
Allocation of prior period net result	3 654		(3 654)
Change in fair value	0	(127)	0
Net result for the period	195		
Balance at 31 December 2013	195	(127)	36 046

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2013	2012
Cash flows from operating activities			
Contributions		11 482	11 352
Subscriptions		419	322
VAT reimbursement		282	613
Other receipts		555	1 085
Staff		(6 219)	(5 885)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund		(2 325)	(2 915)
Suppliers		(2 449)	(1 867)
Other expenditure		(642)	0
Financial payments		(24)	(8)
Total cash flows from operating activities		1 079	2 697
Cash flows from investment activities			
Purchase of tangible and intangible assets		(1 416)	(1 089)
Proceeds from sale of tangible and intangible assets		0	0
Transfer of financial assets		(2 128)	
Total cash flows from investment activities		(3 544)	(1 089)
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		(2 465)	1 608
Cash and cash equivalent at beginning of period		13 314	11 706
Cash and cash equivalent at end of period	9	10 849	13 314

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The mission and role of the BIPM

The BIPM is an intergovernmental organization established by the Metre Convention in 1875, through which Member States, the number of which was 56 at 31 December 2013, act together on matters related to measurement science and measurement standards.

The mission of the BIPM is to ensure and promote the global comparability of measurements, including providing a coherent international system of units for:

- Scientific discovery and innovation,
- Industrial manufacturing and international trade,
- Sustaining the quality of life and the global environment.

The unique role of the BIPM is based on its international and impartial character enabling it:

- To coordinate the realization and improvement of the world-wide measurement system to ensure it delivers accurate and comparable measurement results.
- To undertake selected scientific and technical activities that are more efficiently carried out in its own laboratories on behalf of Member States.
- To promote the importance of metrology to science, industry and society, in particular through collaboration with other intergovernmental organizations and international bodies and in international forums.

The unique role of the BIPM enables it to achieve its mission by developing the technical and organizational infrastructure of the International System of Units (SI) as the basis for the world-wide traceability of measurement results.

This is achieved both through technical activities in its laboratories and through international coordination.

The objectives of the BIPM are:

- To establish and maintain appropriate reference standards for use as the basis of a limited number of key international comparisons at the highest level.
- To coordinate international comparisons of national measurement standards through the Consultative Committees of the CIPM; taking the role of coordinating laboratory for selected comparisons of the highest priority and undertaking the scientific work necessary to enable this to be done.
- To provide selected calibrations for Member States.
- To coordinate activities between the NMIs of Member States, such as through the CIPM MRA, and to provide technical services to support them.
- To liaise as required with relevant intergovernmental organizations and other international bodies both directly and through joint committees.

- To organize scientific meetings to identify future developments in the world-wide measurement system required to meet existing and future measurement needs in industry, science and society.
- To inform, through publications and meetings, the wider scientific public and decision makers on matters related to metrology and its benefits.

Specific matters relating to tax

According to the Headquarters agreement (“Accord de siege”) with the French State, the BIPM benefits of a number of functional privileges and immunities to allow it to carry out its mission, in particular it is exempted from paying any direct tax.

The BIPM pays value added tax (VAT) according to the normal French legislation. However, the VAT is reimbursed by the French State for items that have been purchased that exceed a certain value and which are for the official use of the BIPM. The reimbursement is based on a list of paid invoices submitted every 4 months.

Imported items for the official use of the BIPM are exempted from import duties and VAT.

Note 2 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB), based on International Accounting Standards (IASs) and International Financial Reporting Standards (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSAS adopted for the 2013 financial statements are all those standards effective for periods beginning on 1 January 2013 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM and therefore without impact on the financial statements). In addition, IPSAS 32—Service Concession Arrangements: grantor (10/11) (mandatory for annual financial statements covering periods beginning on or after 1 January 2014) has been anticipated. This standard is not applicable to the activities of the BIPM and therefore without impact on the financial statements.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have also been prepared on the historical cost basis, except for the revaluation of certain tangible assets and for financial instruments measured at fair value.

Financial statements have been prepared in accordance with the provisions of the Metre Convention and its Annexed Regulations, Resolutions adopted by the CGPM, and CIPM decisions.

The main accounting policies adopted are set out below.

Revenue recognition

The dotation comprises the fixed and complementary parts mentioned in Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and covers general expenses related to the BIPM's mission and core activities of common interest to all Member States, including all operating, scientific equipment, maintenance and renovation of buildings and human resources expenditure.

Member States Contributions

The dotation is distributed among Member States according to Article 20 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and the decisions adopted by the CGPM at its 11th, 16th and 18th meetings.

The contributive part of each Member State for the financial period, which is notified to the Member States in the "*Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale*", is determined following the method approved by the CGPM, based upon the Scale of Assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations adopted by the United Nations Organization in force at the time of the calculation of the Table of the contributive parts and for the period mentioned in the Scale of Assessment of the United Nations Organization. If such a Scale of Assessments is not yet available from the United Nations Organization for the period in question, the previous Scale of Assessments is maintained until such time that the new Scale of Assessments is available when the contribution will be re-calculated using the new Scale of Assessments and appropriate adjustments made in the next *NOTIFICATION*.

The contribution of each Member State cannot be less than a minimum nor higher than a maximum. The maximum and minimum amounts were set by the CGPM at its 11th meeting at 10 % and 0.5 % of the total dotation. Since the 16th meeting of the CGPM, these maximum and minimum have been re-evaluated at the beginning of each quadrennium by multiplying them by a factor of $100/(100 + x)$, where "x" is equal to the sum of percentages of repartition corresponding to Member States having acceded to the Metre Convention during the previous quadrennium.

The calculation of the Table of contributive parts takes also into account the Member States obligation to pay supplementary sums to make up the dotation due to the default of Member States to which advantages and prerogatives are suspended in accordance with Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention.

The BIPM does not recognize additional discretionary contribution for Member States that have not paid their contribution over more than six years, nor for Member States that have declared that they will not pay their share of the additional discretionary contribution. When the BIPM receives payment for an additional discretionary contribution, initially not recognized, this contribution is either recognized in Additional discretionary contribution if it relates to the financial period or in Other income if it relates to a former period.

If a Member State previously in arrears by more than three years pays its arrears of contributions, then the advances made by the other Member States are returned to them.

The applicable provisions on contributions in arrears are the following: Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention, Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting and Resolution 7 (2011) adopted by the CGPM at its 24th meeting.

The outstanding contributions of excluded Member States are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting, an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution (see Note 6).

Contributions are notified in Euros (the functional currency of the BIPM) and are payable in Euros, or in a Euro

convertible currency, at the beginning of each year.

Contributions of new Member States

In accordance with Article 11 of the Metre Convention and the decision made by the CIPM at its 49th session, a State which becomes a Member State during the financial period is required to make an entry contribution equal to its first annual contribution and is required to make a contribution for the financial period in accordance with the above mentioned regulations.

When an Associate State accedes to the Metre Convention, the entry contribution is reduced by an amount equal to its subscriptions paid as an Associate up to a maximum of 5 years subscription in accordance with Resolution 5 adopted by the CGPM at its 23rd meeting.

Subscriptions of Associates

In accordance with Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting, the Associate States and Economies of the CGPM pay an annual subscription to the BIPM to meet the cost of providing the services that the CIPM made available to them.

The assessed subscription of each State having acceded to the status of Associate prior to the adoption of new provisions voted by the CGPM in October 2011 at its 24th meeting (see Resolution 4 (2011)) is determined from its UN contribution, as for Member States, but with a minimum equal to 0.05 % of the annual dotation of the BIPM.

In accordance with Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting, during an initial 5-year period following the accession to the status of Associate of the CGPM, Associate States shall pay an annual subscription determined from their contributions to the United Nations Organisation, as for States Parties to the Metre Convention, with a minimum equal to 0.1 % of the annual dotation of the BIPM. This decision is applicable to Associate States at the date of this meeting (October 2011) for the calculation of their subscription starting for the year 2013. After the above-mentioned initial 5-year period, if the CIPM considers, on the basis of the criteria it adopted, that it would be appropriate for an Associate State to become a State Party to the Metre Convention, the amount of subscription for such an Associate will be progressively and irreversibly increased each year so that it reaches, in five years, an amount equivalent to 90 % of the annual contribution it would pay as a State Party to the Metre Convention.

This progressive and irreversible increase will be applicable starting on the 1st January of the second year following the CIPM decision to encourage an Associate State to become a State Party to the Metre Convention. The CIPM review of the situation of Associate States in 2011 will be used in application of the Resolution 4 (2011) and the first increase of the subscriptions will become effective in 2013. Such increase will not apply to Associate States whose annual subscription is already equal to the contribution they would pay as a State Party to the Metre Convention. As long as an Associate State does not fulfil the above-mentioned criteria to be encouraged to become a State Party to the Metre Convention, it will continue to benefit from the advantages of the Associate Status, as provided for in Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting (1999), and from the BIPM services that the CIPM made available to them, and its subscription will continue to be determined as during the initial 5-year period.

Assessed subscriptions are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

An Associate three years in arrears with its subscription ceases to be an Associate; it may be reinstated on payment of these arrears.

Interest income

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable. Other income, including costs reimbursed by third parties, is recognized when they are acquired, either contractually, or in the absence of a contract, upon receipt.

Leasing

The BIPM does not have any finance leases.

Rentals payable under operating leases are recognised as charges on a straight-line basis over the term of the relevant lease, even if the payments are not made on such a basis.

Foreign currencies

Member State contributions, additional discretionary contribution and subscriptions of Associates are payable in Euros or in a Euro convertible currency. If they are paid in a Euro convertible currency, they are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions, which means that the BIPM does not support the foreign currency risk on them.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance.

Intangible assets

Intangible assets include depreciable items such as databases, software, websites as well as certain development costs that meet the IPSAS 31 criteria.

Depreciable intangible assets are amortized using the straight-line method over their useful lives, usually estimated to 5 years for software.

Intangible assets considered to have finite useful life are carried at their costs less accumulated amortization and accumulated impairment losses.

Intangible assets with an indefinite useful life are carried at their costs less accumulated impairment losses. They are tested for impairment annually according to IPSAS 21, using the amortised replacement cost to estimate their recoverable service amount.

Tangible assets

Buildings

The BIPM has its headquarters in the grounds of the Pavillon de Breteuil granted to the BIPM by France in 1875 and located in a park that is in excess of four hectares in the *Domaine national de Saint-Cloud*.

Three out of the seven buildings of the BIPM are heritage assets. These are:

- the Pavillon de Breteuil built in 1672, entirely renovated in 1875;
- the Petit Pavillon built in 1672, entirely renovated in 1875 and partially renovated in 2007;
- the Observatoire built in 1878.

The four other buildings as well as the Nouvel Observatoire are non-historical heritage assets of the BIPM. These are:

- the Nouvel Observatoire, built in 1929,
- the Ionizing radiation building built in 1964,
- the Lasers building, built in 1984 and partially renovated in 2011
- the Nouveau Pavillon built in 1988,
- the Pavillon du Mail built in 2001.

The BIPM has a grant of tenure (*concession de jouissance*) signed on 4 October 1875 with France and amended in 1930 and 1964, which requires it to maintain the assets that have been granted as long as the BIPM operates on the site. The BIPM has the right to erect new buildings on the granted site. If a decision to relocate the BIPM were taken, the BIPM should return these buildings to France. No such decision has been taken so far, therefore the BIPM considers that it can use these buildings, and possibly build new ones, for the purpose of its activities, behaving as the owner of these buildings. The BIPM has chosen not to value the land granted in its financial statements.

The BIPM recognizes all of its buildings in tangible assets, considering, in accordance with IPSAS 17, that they are identifiable assets, controlled by the BIPM as a result of past events and which provide future economic benefits or service potential to the BIPM.

Heritage and non-heritage buildings are valued using the same method.

The specific components of heritage and non-heritage buildings are valued using the same method, according to their useful life, namely:

- Building structure: not depreciated;
- External painting/roof: 30 years;
- Boiler: 20 years;
- General and technical installations: 20 years;
- Fittings: 15 years.

The fair value valuation was performed on 1 January 2009 by an independent expert in order to determine the initial value of the BIPM buildings at that date.

A revaluation of buildings is performed by an independent expert every twelve years to ensure that the evolution of the heritage of the BIPM is well reflected in its Statement of financial position over the long term. The fair value used in connection with the building assessment of the BIPM is the depreciated replacement cost.

Scientific equipment

The BIPM has scientific equipment in order to accomplish its mission. Among scientific equipment, components are identified, each of them having a specific useful life, in line with the useful life of assets, from 5 years to 75 years, or indefinite for some standards.

Useful lives are reviewed on a regular basis and changes in estimates, when relevant, are accounted for on a prospective basis.

The cost of replacing part of an item of scientific equipment is recognized in the carrying amount of the item if it is probable that the future economic benefits embodied within the part will flow to the BIPM and its cost can be measured reliably. The costs of the day-to-day servicing of scientific equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Scientific equipment is measured at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, except for standards with an indefinite useful life which are revalued every 12 years.

Other property, plant and equipment

Other property, plant and equipment (PPE) of the BIPM include heritage assets of the BIPM, such as heritage scientific equipment which constitute heirloom equipment, formerly used in metrology, which are not depreciated and are revalued every twelve years by an independent expert, first fair value was made on 1 January 2009, as well as other property, plant and equipment measured at cost, less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, depreciated using the straight-line method over their estimated useful lives, from 2 years to 25 years.

The costs of the day-to-day servicing of property, plant and equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Impairment of tangible and intangible assets

Whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount of tangible and intangible assets may not be recoverable, an impairment test is performed. The purpose of this test is to compare the carrying value of the asset with its recoverable value.

An asset's recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell it and its value in use which is the present value of the future cash flows expected to be derived from the use of the asset or its disposal. Where the carrying amount of an asset exceeds its recoverable amount, an impairment loss is recognized in the Statement of financial performance.

After the impairment loss, the newly assessed asset is depreciated prospectively over its remaining life.

It is assessed, at each reporting date, whether there is any indication that an impairment loss recognized in prior periods for an asset may no longer exist or may have decreased. The carrying value of the assets, revised due to the increase of the recoverable value, cannot exceed the carrying amount that would have been determined (net of depreciation) had no impairment loss been recognized for the asset in prior periods. Such reversal is immediately recognized in the Statement of financial performance.

Inventories

Inventories are stated at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined using the first in first out method and includes expenditure incurred in acquiring the inventories, production or conversion costs.

In the case of manufactured inventories and work in progress, mainly mass prototypes, cost includes an appropriate share of production overhead based on normal operating capacity.

Net realizable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less the estimated costs of completion and selling expenses.

Member States contributions, Subscriptions of Associates and Other receivables

Member States contributions, subscriptions of Associates and other receivables are stated at amortised cost.

No allowance for loss is recorded with respect to receivables related to Member States contributions and subscriptions of Associates.

For all other receivables, an allowance for estimated irrecoverable amounts is established based on a review of outstanding amounts at the reporting date.

Financial assets

Financial assets include investments in bonds. They are valued on the face of the financial statements at their fair value, as assets available for sale. Fair value adjustments are recognised in a separate component of net assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consist of cash in the bank, cash, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued at their fair value. Fair value adjustments are recognised in Other income or Other operating expenses on the face of the Statement of financial performance.

Cash and cash equivalent comprise cash on hand and in banks, time deposits and other short-term highly liquid investments that are readily convertible to a known amount of cash and are subject to an insignificant risk of changes in value.

Cash and cash equivalent comprises:

- Carry forward of committed appropriations to the Budget of the ensuing financial period: Appropriations corresponding to expenditure committed but for which no payment has been made by the end of the current financial period, shall be carried forward automatically to the Budget of the ensuing financial period. Appropriations so carried forward shall be used only for the realization of the commitments that justified their carry forward (Financial Regulations, article 10);
- Carry forward of non-committed appropriations to the Budget of the ensuing financial period: Appropriations corresponding to non-committed expenditure and for which no payment has been made by the end of the current financial period may be carried forward to the Budget of the ensuing financial period. Appropriations so carried forward shall be used either for the realization of the expenditure that justified their carry forward or transferred to the Reserve Fund (Financial Regulations, article 9);
- Reserve Fund: A Reserve Fund exists aimed at covering the fluctuations in payments of annual contributions from Member States. The Reserve Fund shall be financed by appropriations corresponding to expenditures that have not been committed, for which no payment has been made by the end of the current financial period, and that are not carried forward to the Budget of the ensuing financial period. The maximum amount of the Reserve Fund shall be determined by the CIPM when approving the Budget (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Reserve Fund shall represent 35 % of the total sum of the dotation of the ensuing financial period plus the contributions for the said financial period of States that have acceded to the Metre Convention after the adoption of the said dotation and at latest on 31 December of the current financial period;

- Capital Investment Fund: A Capital Investment Fund exists aimed at supporting the infrastructure of the BIPM and includes depreciation of equipment, any other additional capital investment needed, and any unexpected expenses. The source of finance of this Fund shall be whatever sums the CIPM may decide to transfer from the Reserve Fund and the entry contribution paid by States acceding to the BIPM representing their support to the infrastructure of the BIPM (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Capital Investment Fund shall be constituted of the remaining funds. Sums shall be automatically transferred from the Capital Investment Fund to the Reserve Fund or from the Reserve Fund to the Capital Investment Fund to be in accordance with the CIPM decision, which shall be into force until such time that the CIPM decides otherwise.

Financial risks

The BIPM has developed risk management policies in accordance with its Financial Regulations. The BIPM is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

BIPM Credit risk represents the risk of default of payment of contributions by Member States. It is limited because of the provisions of Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention on the advances made by Member States for failure of payment obligations of a defaulting Member State.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Employee benefits

BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM accounts for pension costs related to the BIPM Pension and Provident Fund as expenses.

Retirement indemnity provision

Upon retirement, staff recruited before 1 January 2010, over the age of 50 shall receive a retirement indemnity equal to a fraction of salary defined in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*. The retirement indemnity provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for retirement indemnity of the said staff members. The changes in the retirement indemnity provision are included in Family and social allowances.

Health insurance provision

Staff members who retire, and who are affiliated to the insurance scheme on leaving service and who do not have any gainful occupation, can continue to benefit from the health and funerals expenditures insurance. The health insurance provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for health insurance of the said staff members. The changes in the health insurance provision are presented on a specific line in the staff cost chart (see Note 10).

In 2009 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years and the last review was in 2009. An actuarial study has been commissioned for an international actuary firm in 2014.

The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Social Loans Fund

The operating funds of the Social Loans Fund, created by the CIPM in 1973 to grant social loans to staff members, is 1.2 % of the annual BIPM dotation. Social loans are presented in Staff social loans and the remaining available funds are included in Cash and cash equivalent on the face of the Statement of financial position.

Borrowings

The BIPM does not have any borrowings. If the Member States decided the use of borrowings, borrowings would be recognized at amortised cost.

Other non current liabilities

Other non current liabilities are recognized at amortised cost.

Note 3 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on the following items:

- fair value of financial instruments;
- fair value of tangible and intangible assets as at 1 January 2009: buildings, heritage assets, standards, databases etc. The BIPM uses external experts for the valuation of these assets;
- provisions for employee benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined benefit plan involve financial assumptions (discount rate, rate of return on assets, medical costs trend rate) and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate etc. The BIPM uses an external independent actuary in the assessment of these assumptions;
- accrued charges;

- contingent assets and liabilities;
- provisions for litigation. The litigation and claims to which the BIPM is exposed are internally assessed. In certain situations, the BIPM may seek the assistance of external specialized lawyers;
- impairment tests.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 4 Intangible and tangible assets

(in thousands of Euros)	Intangible assets	Standards & Scientific equipment	Machine tools	Vehicles	Office equipment	IT	Office furniture	Heritage assets	Equipment under development	SUB-TOTAL	Buildings	TOTAL
Gross value 01/01/2012	2 376	18 114	990	153	121	812	508	485	3 112	26 671	21 050	47 721
Accumulated depreciation	(355)	(8 199)	(538)	(120)	(109)	(720)	(268)	0	0	(10 309)	(1 814)	(12 124)
Net value 01/01/2012	2 021	9 915	452	33	11	92	240	485	3 112	16 361	19 236	35 597
Additions	13	257	5	0	9	60	9	0	407	760	492	1 252
Disposals – gross value	0	(317)	0	0	0	(2)	0	0	(2 115)	(2 434)	(194)	(2 628)
Depreciation	(171)	(989)	(45)	(13)	(5)	(47)	(19)	0	0	(1 289)	(598)	(1 887)
Disposals – accumulated depreciation	0	126	0	0	0	2	0	0	0	128	157	285
Impairment loss	(1 214)	0	0	0	0	0	0	0	0	(1 214)	0	(1 214)
Other movements	0	169	0	0	0	0	0	0	(169)	0	0	0
Net value 31/12/2012	649	9 161	412	20	16	105	230	485	1 235	12 313	19 093	31 406
Gross value 01/01/2013	1 175	18 223	995	153	130	870	517	485	1 235	23 783	21 348	45 131
Accumulated depreciation	(526)	(9 062)	(583)	(133)	(114)	(765)	(287)	0	0	(11 470)	(2 255)	(13 725)
Net value 01/01/2013	649	9 161	412	20	16	105	230	485	1 235	12 313	19 093	31 406
Additions	59	692	26	0	2	91	14	0	122	1 005	579	1 584
Disposals – gross value	0	(23)	0	0	0	(64)	0	0	0	(87)	(87)	(174)
Depreciation	(174)	(836)	(45)	(7)	(6)	(57)	(20)	0	0	(1 145)	(614)	(1 759)
Disposals – accumulated depreciation	0	14	0	0	0	64	0	0	0	78	72	150
Impairment loss	(50)	0	0	0	0	0	0	0	0	(50)	0	(50)
Other movements	130	0	0	0	0	0	0	0	(130)	0	0	0
Net value 31/12/2013	615	9 009	392	13	10	139	224	485	1 227	12 115	19 043	31 158
Gross value 31/12/2013	1 314	18 893	1 020	153	130	897	531	485	1 227	24 652	21 840	46 492
Accumulated depreciation	(699)	(9 884)	(628)	(140)	(120)	(758)	(307)	0	0	(12 537)	(2 797)	(15 334)

Intangible assets

For the periods presented, intangible assets include software, the website and the databases.

T-soft, recognized as an intangible asset with an indefinite useful life, has been tested for impairment according to IPSAS 21. In 2012, its recoverable service amount was determined using the depreciated replacement cost approach, and its value has been benchmarked with the expected development cost of Rapid UTC, a new solution to predict UTC, estimated at 220 thousand Euros. Hence T-soft, valued 1 434 thousand Euros in the 2011 BIPM financial statements, has been impaired considering that its depreciated replacement cost used to

determine its recoverable service amount, would not exceed 220 thousand Euros, recognizing an impairment of 1 214 thousand Euros in 2012.

The main event of 2013 is the official introduction of Rapid UTC, valued 170 thousand Euros, on 1 July 2013, which was scientific equipment under development as at 31 December 2012. Therefore, an additional impairment of T-soft of 50 thousand Euros has been recognised in 2013 in order to reduce its value from 220 thousand Euros to 170 thousand Euros.

Concerning the other databases, it has been proceeded to the following changes in accounting estimates in 2012: amortisation of the KCDB, JCRB and JCTLM databases, which were considered to have an indefinite useful life. Some triggering events occurred in 2012 (the decision to revamp the BIPM website, the KCDB, as well as the predicted upgrade of the software supporting the JCTLM database) have indicated an expected end of their useful life, respectively in 4 years, 4 years and 9 years.

Standards and scientific equipment

In 2012, standards and scientific equipment of the Ionizing Radiation Department were reviewed before the retirement of the Director of this scientific department.

The main changes in 2012 were the completion of the calculable capacitor and the 1 hertz impedance bridge of the Electricity Department which were scientific equipment under development as at 31 December 2011.

The BIPM labour cost included in the value of the additions of standards and scientific equipment (including scientific equipment under development) amounts to 99 thousand Euros in 2013 and 397 thousand Euros in 2012.

In 2012, the main disposals of standards and scientific equipment were two pieces of uranium-238 shielding material in the Ionizing Radiation Department.

As at 31 December 2013, the Ionizing Radiation Department has 26 sealed sources which are being used. No dismantling and removal provision for these sources is presented in the BIPM financial statements because there is uncertainty both on the amount and on the date of dismantlement, which does not satisfy the conditions for recording a provision.

Scientific equipment under development

Scientific equipment under development mainly related to the watt balance project, a priority project in the present and next programmes of work, for 866 thousand Euros at 31 December 2013, compared to 768 thousand Euros at 31 December 2012.

Some elements of the watt balance, scientific equipment which were previously recognized as scientific equipment under development and which are no longer useful for the new watt balance prototype, which amounted to 2 004 thousand Euros, were derecognized in 2012. This new watt balance prototype remained recognized as scientific equipment under development for 768 thousand Euros at 31 December 2012.

In 2012, the superconducting watt balance, which was previously recognized as scientific equipment under development for 110 thousand Euros, was derecognized, since it is a completed project which will not be used in the future.

Buildings

In 2012, major investments in Buildings were:

- the renovation of the roof of the Pavillon de Breteuil finished early February 2013,
- the transformation of two rooms in the Observatoire for the installation of an IT room.

In 2013, major investments in Buildings were:

- the completion of the renovation of the roof of the Pavillon de Breteuil,
- the completion of the transformation of two rooms in the Observatoire for the installation of an IT room,
- the creation of a new IT optical fibre network on the site,
- and the creation of a platform on the Lasers building roof for the Time Department.

The BIPM labour cost included in the value of the additions of buildings amounts to 75 thousand Euros in 2013 and 79 thousand Euros in 2012.

In 2012, the major disposals in Buildings were:

- the fittings as well as the general and technical installations of the Lasers building, fully depreciated, pursuant the completion of the renovation of the Lasers building started in 2010,
- the former roof of the Petit Pavillon, fully depreciated, pursuant to its renovation in 2011.

In 2013, the major disposal in Buildings was the former roof of the Pavillon de Breteuil pursuant to its renovation in 2012-2013.

Note 5 Inventories and work in progress

A breakdown of inventories and work in progress are as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2013	31 December 2012
Inventories and work in progress		
Raw materials	680	421
Accessories for prototypes	17	17
Work in progress	43	43
Other	7	7
Total Inventories and work in progress	747	488

Raw materials are precious metals and work in progress concerns mainly mass prototypes.

The change in the inventories and work in progress is as follows:

(in thousands of Euros)	2013	2012
At 1 January	488	490
Movement of the year	259	(2)
At 31 December	747	488

The BIPM bought platinum iridium in 2013 in order to produce six new mass prototypes.

Note 6 Member States Contributions

On the asset side, the breakdown of Member States Contributions, outstanding at the end of the period is as follows:

	31 December 2013 (non current part)	31 December 2013 (current part)	31 December 2013 Total discounted value	31 December 2013 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Dominican Republic	810	170	980	1 148
Islamic Republic of Iran	975	393	1 368	1 422
Other Member States	0	487	487	487
Total Member States Contributions	1 785	1 050	2 835	3 057

	31 December 2012 (non current part)	31 December 2012 (current part)	31 December 2012 Total discounted value	31 December 2012 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Dominican Republic	849	58	907	1 093
Islamic Republic of Iran	1 206	215	1 421	1 501
Other Member States	0	349	349	349
Total Member States Contributions	2 055	622	2 677	2 943

On the liability side, the breakdown of Advances from Member States is as follows:

	31 December 2013 (non current part)	31December 2013 (current part)	31December 2013 Total discounted value	31 December 2013 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Dominican Republic	903	0	903	1 099
Islamic Republic of Iran	1 307	71	1 378	1 463
Total Advances from Member States	2 210	71	2 281	2 562

	31 December 2012 (non current part)	31December 2012 (current part)	31December 2012 Total discounted value	31 December 2012 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Republic of Cameroon	0	76	76	76
Dominican Republic	884	97	981	1 196
Islamic Republic of Iran	1 350	0	1 350	1 463
Total Advances from Member States	2 234	173	2 407	2 735

One of the main obligations of a Member State of an intergovernmental organization is to fulfil its financial obligations. Indeed, Article 9 of the Metre Convention states that the annual expenses for the maintenance of the International Bureau of Weights and Measures shall be covered by the contributions of the States Parties to the Metre Convention. Article 6 paragraph 6 to 8 of the Regulations annexed to the Metre Convention provides for a mechanism for the distribution of the contribution of a State which has remained three years without paying its contribution. Paragraph 7 of Article 6 also provides for a suspension of the advantages and prerogatives

conferred to the said State by accession to the Metre Convention. This provision has been applied for the Republic of Cameroon (excluded on 22 October 2012), the Democratic People's Republic of Korea (excluded on 22 October 2012), the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran.

This important and unique procedure allows the BIPM to continue to fulfil its mission in the event that a State Party to the Metre Convention fails to make the payment of its contribution for more than three years.

Paragraph 8 of Article 6 provides that, after three more years, the State in arrears is excluded and the calculation of contributions is re-established in accordance with the provisions of Article 20 of the Regulations.

The General Conference on Weights and Measures, at its 23rd meeting (2007), adopted Resolution 8 on financial arrears defining the decision-making process and a procedure governing the recovery of arrears and exclusion. The International Committee for Weights and Measures sent a formal notification to the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran inviting them to fulfil their financial obligations and reminding them of the procedure governing the recovery of arrears and exclusion. Given the persistence of the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran in their failure to fulfil their financial obligations, whose total amount of arrears is 3 983 thousand Euros in 2010, among which 3 836 thousand Euros were distributed among other States Parties to the Metre Convention, four draft Resolutions have been proposed in the Provisional agenda of the 24th meeting of the General Conference on Weights and Measures (October 2011) asking the CGPM to take a decision with regard to the exclusion of these Member States.

During its 24th meeting in 2011, the General Conference on Weights and Measures adopted Resolution 6 on financial arrears of States Parties to the Metre Convention. The CGPM thus reaffirmed the absolute necessity that contributions of States Parties to the Metre Convention be paid timely and consistently to allow the BIPM to fulfil its mission and to avoid financial problems in its day-to-day operation, and decided:

- for States Parties in arrears for more than 6 years to grant a period of 12 months from the date of adoption of Resolution 6 (2011) to conclude with the International Committee for Weights and Measures (CIPM) a rescheduling agreement,
- that if a rescheduling agreement is not concluded within 12 months, those States will automatically be excluded, and the CIPM will inform in writing the *Ministère français des Affaires étrangères et européennes* for notification to this effect to those States and to all States Parties to the Metre Convention on behalf of the CGPM, and
- that the calculation of contributions will be re-established in accordance with the applicable provisions in the most immediate calendar year after exclusion.

A rescheduling agreement has been concluded with the Dominican Republic and with the Islamic Republic of Iran respectively on 1 August 2012 for an amount of 1 151 thousand Euros and on 17 October 2012 for an amount of 1 446 thousand Euros.

Since no rescheduling agreement has been concluded with the Republic of Cameroon and with the Democratic People's Republic of Korea within the above mentioned 12 months period, these States have been automatically excluded on 22 October 2012. Their outstanding Contributions, 669 thousand Euros and 975 thousand Euros respectively, have been withdrawn in 2012. The Advances made to the BIPM by the other Member States, 669 thousand Euros and 877 thousand Euros respectively, have been derecognised. These amounts are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 adopted by the General Conference on Weights and Measures at its 23rd meeting (2007), an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution.

Note 7 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2013	31 December 2012
VAT receivable	418	201
Other receivables	34	204
Total Other receivables	452	405

Note 8 Financial assets

A breakdown of fair value of financial assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	Total 31 December 2013
Bonds (current)	517	496	1 013
Bonds (non-current)	1 014	101	1 115
Total	1 531	597	2 128

Note 9 Cash and cash equivalent

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Other	Total 31 December 2012
Cash	6 245	375	348	-	-	4	6 972
Cash equivalent	1 514	-	-	-	-	-	1 514
Bonds	3 648	613	-	156	411	-	4 828
Total	11 407	988	348	156	411	4	13 314

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Other	Total 31 December 2013
Cash	831	211	261	4	22	2	1 331
Cash equivalent	9 518	-	-	-	-	-	9 518
Total	10 349	211	261	4	22	2	10 849

A breakdown of cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2013	31 December 2012
Carry forward of committed appropriations to the budget of ensuing financial periods	308	949
Carry forward of non-committed appropriations to the budget of the ensuing financial period	0	1 512
Invoices not received as at 31 December	91	82
Current payables	524	474
Payables - Employee benefits	384	9
Other payables	263	134
BIPM Pension and Provident Fund	4	0
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	293	204
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	0	0
Payment from Cameroon – advance made to Cameroon to be reimbursed to other Member States	0	76
Payment from the Dominican Republic– advance made to the Dominican Republic to be reimbursed to other Member States	0	112
Payment from the Islamic Republic of Iran– advance made to the Islamic Republic of Iran to be reimbursed to other Member States	71	0
Reserve Fund for Health Insurance	242	242
Staff social loans Fund	109	126
Reserve Fund	4 126	4 071
Capital Investment Fund	4 434	5 323
Total	10 849	13 314

Note 10 Employee benefits

Staff cost

(in thousands of Euros)	2013	2012
Salaries	4 797	4 880
Family and social allowances	998	1 073
Social contributions	506	498
Subsistence allowance to the staff seconded to the BIPM	83	99
Current staff cost	6 384	6 550
Change in health insurance provision	(215)	1 284
Staff cost included in BIPM assets during the period	(174)	(476)
Total staff cost	5 995	7 358

Number of staff

	31 December 2013	31 December 2012
Staff members under indefinite-term appointment	72	73
Staff members under fixed-term appointment	3	3
Staff seconded to the BIPM	2	1
Total number of staff	77	77

Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounts to 2 369 thousand Euros in 2012 and 2 329 thousand Euros in 2013.

Current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2013	31 December 2012
Annual leave provision	359	372
Retirement indemnity provision	22	0
Other current employee benefits	3	0
Total current employee benefits	384	372

Changes in the annual leave provision are included in salaries.

Non current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2013	31 December 2012
Retirement indemnity provision	271	303
Health insurance provision	8 370	8 585
Total non current employee benefits	8 641	8 888

Retirement indemnity provision

The changes in the retirement indemnity provision are included in Family and social allowances.

Health insurance provision

In 2009 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years and the last review was in 2009. A review is to be performed in 2014.

The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation.

The following tables set out the changes in the accumulated benefits obligation concerning the health insurance, the amounts recognized in the Statement of financial position, in the Statement of financial performance, the evolution of actuarial gains and losses and the main actuarial assumptions used.

(in thousands of Euros)	31 December 2013	31 December 2012
<i>In the Statement of financial position</i>		
Health insurance provision	8 370	8 585
Health insurance provision	8 370	8 585
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	345	326
Interest costs	274	272
Actuarial (Gains) losses	(834)	686
Change in health insurance provision	(215)	1 284
<i>Main actuarial assumptions (expressed as weighted averages)</i>		
Discount rate at the end of the period	3.58 %	3.19 %
Health cost increase (medical cost increase only, the impact of the aging of the population is taken into account in the model)	3.8 %	3.8 %

Assumed healthcare cost trends have a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position. A one percentage point change in assumed healthcare cost trend rates would have the following effects:

(in thousands of Euros)	One percentage point increase	One percentage point decrease
Impact on service cost and interest cost	228	(162)
Impact on health insurance provision	2 592	(1 892)

Note 11 Other current creditors

A breakdown of Other current creditors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2013	31 December 2012
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	293	204
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	0	0
BIPM Pension and Provident Fund liability	4	0
Other	354	225
Total Other current creditors	651	429

Note 12 Contributions

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2013	12 months ended 31 December 2012
Contributions	11 744	11 517
Additional discretionary contribution	0	358
Total	11 744	11 875

Contributions

The total sum of the contributions recognized in 2012 also exceeded that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2012, as the Republic of Tunisia became a Member State on 1 February 2012. The BIPM notified its entry contribution which was recognized in Other income (see Note 14) as well as its Contribution for 2012.

The same applies in 2013 as the Republic of Colombia and the Republic of Iraq became Members States on 6 February 2013 and 20 August 2013 respectively.

Additional discretionary contribution

The total sum of the additional discretionary contribution recognized in 2012 differs from that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2012 as a number of Member States have declared that they would not pay this additional discretionary contribution for 2012 and as this additional discretionary contribution was therefore not recognized.

The annual dotation for 2013 did not include additional discretionary contributions.

Note 13 Subscriptions of Associates

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2013	12 months ended 31 December 2012
Subscriptions of Associates	530	320

The total sum of subscriptions recognized in 2012 exceeds that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2012 as the Sultanate of Oman, the Republic of Botswana, the Syrian Arab Republic and the Republic of Namibia became Associates of the CGPM on 8 May 2012, 30 May 2012, 31 May 2012 and 10 August 2012 respectively and were notified of their subscriptions for 2012.

The same applies in 2013 because Mongolia became Associates of the CGPM on 7 August 2013 and was notified of its subscription for 2013.

Note 14 Other income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2013	12 months ended 31 December 2012
Other income		
<i>Metrologia</i>	120	114
Interest revenue	208	225
Entry contribution of new Member States	111	29
Grants	55	60
Meeting registration fees	17	25
Fair value adjustments on financial assets	0	389
Unwinding of the discount	45	0
Other	42	156
Total Other income	598	998

Entry contribution of new Member States

The Republic of Tunisia became a Member State on 1 February 2012 and was notified of its entry contribution in 2012. The Republic of Colombia and the Republic of Iraq became Members States on 6 February 2013 and 20 August 2013 respectively and were notified their entry contribution in 2013.

Grants

The BIPM received a grant in 2013 for participation of the *International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) in the Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine (JCTLM) secretariat amounting to 55 thousand Euros,

The BIPM received several grants in 2012 for:

- Participation of the *International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) in the Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine (JCTLM) secretariat amounting to 53 thousand Euros,
- A grant of 7 thousand Euros made by the *National Measurement Institute* (Australia).

Other

Foreign currency conversion gains amount to 15 thousand Euros for the year ending 31 December 2013 and 43 thousand Euros for the year ending 31 December 2012.

In 2012, the BIPM notably:

- recognized 30 thousand Euros for designing and constructing an air kerma primary standard graphite cavity ionization chamber for the ININ (Mexico),
- charged 20 thousand Euros to Euramet for collaboration in the field of international research programming,
- and recognized 41 thousand Euros for one year of a three-year award from the *National Institute of Standards and Technology* (NIST, United States of America) for a project in the Chemistry Department.

Note 15 General services

General services' expenses are detailed as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2013	12 months ended 31 December 2012
General services		
Heating, water, electricity	357	287
Insurances	37	34
Publications	30	31
Office expenses	127	133
Meeting expenses	87	116
Travel and transportation of equipment	231	277
Library	75	42
Bureau of the CIPM	43	38
Total General services	987	958

Note 16 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2013	12 months ended 31 December 2012
Other operating expenses		
Inventory variation	(260)	2
Platinum iridium	260	0
Audit/review	131	47
Unwinding of the discount	47	0
Foreign currency conversion loss	76	12
Other	399	42
Total Other operating expenses	653	103

BUDGET OUTTURN

2013 Budget outturn

(in thousands of Euros)

	Actual amounts 2013 (A)	Budget 2013 (B)	Difference (A) - (B)
REVENUE			
1. Contributions from Member States	11 744	11 633	111
2. Interest	208	218	-10
3. Miscellaneous income	210	370	-160
4. Subscriptions from Associates	530	554	-24
5. <i>Metrologia</i>	120	123	-3
TOTAL REVENUE	12 812	12 898	-86

	Actual amounts 2013	Carry forward of committed appropriations in 2010, 2011 and 2012 to the 2013 budget	Carry forward of committed appropriations to the 2014, 2015 and 2016 budgets	Execution of the 2013 budget	Budget 2013	Difference
(in thousands of Euros)						
	A	B	C	D = A - B + C	E	F = D - E
EXPENSES						
A. Staff expenditure	6 368	-	-	6 368	6 728	-360
A.1 Salaries	4 797					
A.2 Family and social allowances	1 081					
A.3 social contributions	490					
B Contribution to the Pension Fund	2 328	-	-	2 328	2 328	-
C. Operating expenses	987	43	33	977	1 029	-52
C.1 Heating, water, electricity	357					
C.2 Insurances	37					
C.3 Publications	30	11				
C.4 Office supplies	127					
C.5 Costs of meetings	87					
C.6 Travels and transport of material	231					
C.7 Library	75	32	33			
C.8 Bureau of the CIPM	43					
D. Laboratory expenditure	1 501	648	275	1 128	1 487	-359
E. Buildings (maintenance and renovation)	765	136	-	629	880	-251
F. Miscellaneous	814	260	-	554	446	108
TOTAL EXPENSES	12 763	1 087	308	11 984	12 898	-914
TOTAL REVENUE				12 812		
Budget surplus / deficit of the period					828	

The 2013 budget was adopted by the CIPM at its 101th meeting in October 2012. It included total expenses for 2013 amounting to 12 898 thousand Euros and total revenue amounting to the same amount.

Budget outturn

Revenue

Revenue corresponds to the total operating revenue in the Statement of financial performance except foreign currency conversion gains, unwinding of the discount and fair value adjustment.

Expenses

Expenses correspond to the total operating expenses in the Statement of financial performance except:

- Depreciation and amortization,
- Changes in the inventories and work in progress,
- Changes in provisions such as health insurance provisions, annual leave provision,
- Participation in payment of health insurance contributions from pensioners taken from the Reserve Fund for Health Insurance,
- Staff costs included in BIPM assets during the period,
- Foreign currency conversion loss,
- Unwinding of the discount,
- Fair value adjustment,
- Loss on disposal of tangible and intangible assets,

plus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included.

The 2013 budget outturn shows a budget surplus of 828 thousand Euros.

It has been decided that non-committed appropriations will not be carried forward to the 2014 budget. Non-committed appropriations are shown as surplus of the period.

This 828 thousand Euros surplus is aimed at hedging partially the health insurance provision amounting to 8 370 thousand Euros at 31 December 2013. It is intended to continue this practice in the coming years in order to have sufficient funds to cover the related liability.

3. — CONTRIBUTIONS SETTLED IN 2013 (EUROS)

	DATE OF PAYMENT	FINANCIAL PERIODS				
		2011	2012	2013	2014	
South Africa	18 June			54 541.00		
Germany	15 March			1 085 813.83		
Saudi Arabia	9 April			115 219.00		
Argentina	16 April			54 719.88		
Australia	20 June			265 748.86		
Austria	12 March			117 251.72		
Belgium	15 May			146 685.80		
Brazil	20 June			221 148.91		
Bulgaria	31 July			54 686.91		
Canada	14 February			439 199.16		
Chile	30 December			55 160.82	21 999.18	
China	7 January			217 117.81		
China	4 December			224 353.61		
Colombia	25 April			55 570.00		
Croatia	12 November			55 303.00		
Denmark	18 January			101 309.06		
Egypt						
Spain	20 December			437 762.48		
United States of America	23 April			325 743.83		
United States of America	24 December			760 070.00		
Russian Federation	6 March			213 949.10		
Finland	14 January			77 378.54		
Finland	18 November		78 681.00			
France	25 February			838 815.97		
Greece						
Hungary						
India	28 March			72 335.86		
Indonesia	26 February			54 710.15		
Iraq (Republic of)	30 December			55 570.00		
Iran (Islamic Republic of)	17 June		54 806.00			
Ireland	19 December				46 526.00	
Israel	21 May		49 560.00			
Israel	15 November		6 314.00			
Italy	24 May			656 735.00		
Italy	30 September			28 415.50		
Japan	19 June			1 086 597.77		
Kazakhstan	19 June			53 804.00	2 070.00	
Kenya	19 June			55 303.00		
Malaysia	2 August			55 303.00		
Mexico	2 April			325 631.01		
Norway	31 December				115 289.00	
New Zealand	20 February			54 901.57		
Pakistan	5 March	4 702.13	1 226.43			
Pakistan	12 March		19 221.13			
Pakistan	30 July		35 426.44			
Netherlands	19 April			254 267.24		
Poland	2 January			113 895.31		
Poland	27 December				94 000.00	
Poland	31 December				13 000.00	
Portugal	21 March			70 806.51		
Korea (Republic of)	14 May		18 848.73	312 140.80		
Dominican Republic						
Czech Republic	13 February			54 590.51		
Romania	6 September			54 668.10		
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	14 February			907 237.49		
Serbia	19 February			55 303.00		
Singapore	1 February			54 901.57		
Slovakia	24 January			54 590.51		
Sweden	24 January			145 266.74		
Switzerland	25 June			154 721.75		
Thailand	21 February			54 686.63		
Tunisia	6 March			55 570.00		
Turkey	15 February			84 556.08		
Uruguay	8 July		55 874.00			
Venezuela (Bolivarian Republic of)						
					TOTAL	
		4 702.13	319 957.73	10 844 058.39	292 884.18	11 461 602.43

4. — OUTSTANDING CONTRIBUTIONS AS AT 31 DECEMBER 2013 (EUROS)

	FINANCIAL PERIODS			
	2010 and former financial periods	2011	2012	2013
South Africa				
Germany				
Saudi Arabia				
Argentina				
Australia				
Austria				
Belgium				
Brazil				
Bulgaria				
Canada				
Chile				
China				
Colombia				
Croatia				
Denmark				
Egypt				54 686.91
Spain				
United States of America				
Russian Federation				
Finland				
France				
Greece				95 631.00
Hungary				53 903.97
India				
Indonesia				
Iraq (Republic of)				
Iran (Islamic Republic of)				55 570.00
Iran (Islamic Republic of) - Distributed contributions among the other Member States	1 312 641.07	53 733.00		
Ireland				
Israel				54 901.57
Italy				
Japan				
Kazakhstan				
Kenya				
Malaysia				
Mexico				
Norway				
New Zealand				
Pakistan			1 645.06	55 216.14
Netherlands				
Poland				
Portugal				
Korea (Republic of)				
Dominican Republic				55 570.00
Dominican Republic - Distributed contributions among the other Member States	1 039 454.30	53 733.00		
Czech Republic				
Romania				
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland				
Serbia				
Singapore				
Slovakia				
Sweden				
Switzerland				
Thailand				
Tunisia				
Turkey				
Uruguay				55 242.42
Venezuela (Bolivarian Republic of)			54 026.50	55 036.06
				TOTAL
Total	2 352 095.37	107 466.00	55 671.56	535 758.07
				3 050 991.00

5. — SUBSCRIPTIONS SETTLED IN 2013 (EUROS)

Associates	DATE OF PAYMENT	AU TITRE DE			
		2011	2012	2013	
Albania					
Bangladesh	19 September			11 577.00	
Belarus	2 April			14 587.00	
Bolivia (Plurinational State of)	11 November			11 577.00	
Bosnia Herzegovina	11 February			11 577.00	
Botswana	8 March			11 577.00	
CARICOM	19 June			9 262.00	
Costa Rica	13 December	541.70	5 593.00	14 587.00	
Cuba					
Ecuador	3 April		194.19	7 534.98	
	21 August			5 199.44	
	8 October			1 816.86	
Estonia	23 January			11 577.00	
Former Yugoslav Republic of Macedonia	9 September		4 987.00	6 590.00	
Georgia	6 November			11 577.00	
Ghana	14 March			11 577.00	
Hong Kong, China	14 January			20 839.00	
Jamaica					
Latvia	5 November			14 587.00	
Lithuania	29 April			5 500.00	
	1 October			3 500.00	
	2 December			8 366.00	
Malta	21 March			11 577.00	
Mauritius	29 May			11 577.00	
Mongolia	11 June			11 577.00	
Montenegro	21 February				
Namibia					
Oman	22 August			11 577.00	
Panama	24 January	63.37	5 529.63		
	2 July		63.37	14 445.92	
Paraguay					
Peru	28 February			12 735.00	
Philippines	18 March			12 735.00	
Syrian Arab (Republic of)	20 June			11 577.00	
Moldova (Republic of)	16 July			11 577.00	
Seychelles	15 May			11 577.00	
Slovenia	1 March			21 996.00	
Sri Lanka					
Chinese Taipei	6 February			39 362.00	
Ukraine					
Viet Nam	31 July			14 587.00	
Zambia	24 April			11 577.00	
Zimbabwe					
					TOTAL
Payments made in 2013		605.07	16 367.19	401 885.20	418 857.46

6. — OUTSTANDING SUBSCRIPTIONS AS AT 31 DECEMBER 2013 (EUROS)

Associates	FINANCIAL PERIODS			
	2011	2012	2013	
Albania			11 577.00	
Bangladesh				
Belarus				
Bolivia (Plurinational State of)				
Bosnia Herzegovina				
Botswana				
CARICOM				
Costa Rica				
Cuba		10 067.00	18 292.00	
Ecuador				
Estonia				
Former Yugoslav Republic of Macedonia			4 987.00	
Georgia				
Ghana				
Hong Kong, China				
Jamaica			14 587.00	
Latvia				
Lithuania				
Malta				
Mauritius				
Mongolia				
Montenegro				
Namibia			11 577.00	
Oman				
Panama				
Paraguay			11 577.00	
Peru				
Philippines				
Syrian Arab (Republic of)				
Moldova (Republic of)				
Seychelles				
Slovenia				
Sri Lanka		5 483.00	11 577.00	
Chinese Taipei				
Ukraine			20 144.00	
Viet Nam				
Zambia				
Zimbabwe			11 577.00	
			TOTAL	
Total	0.00	15 550.00	115 895.00	131 445.00

7. — BUDGET FOR 2014

euros

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	11 805 252
2. Intérêts/ <i>Interest</i>	200 000
3. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	200 000
4. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	570 000
5. <i>Metrologia</i>	110 000
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	12 885 252
CHARGES/EXPENSES	
<i>A. Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>	
A.1 Traitements/ <i>Salaries</i>	4 840 000
A.2 Allocations familiales et sociales / <i>Family and social allowances</i>	1 265 000
A.3 Charges sociales / <i>Social contributions</i>	600 000
	6 705 000
<i>B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 250 600
<i>C. Services généraux/Operating expenses</i>	
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	400 600
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	38 000
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	17 400
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	138 000
C.5 Frais de réunion/ <i>Costs of meetings</i>	190 000
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	219 000
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	121 000
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	41 000
	1 165 000
<i>D. Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>	
D.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	600 000
D.2 Investissement/ <i>Capital</i>	800 000
	1 400 000
<i>E. Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>	
E.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	300 000
E.2 Investissement/ <i>Capital</i>	600 000
	900 000
<i>F. Divers/Miscellaneous</i>	50 000
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	12 470 600
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	414 652
<i>G. Amortissement/Depreciation and amortization</i>	
	1 800 000
TOTAL DES CHARGES/TOTAL EXPENSES (A,B,C,DI,EI,G)	12 870 600
RÉSULTAT NET/NET RESULT	14 652

8. — TABLE OF REPARTITION OF THE DOTATION FOR 2014

	UN Scale for 2013-2015	Repartition percentage	Contribution for 2014 based on 11 693 000 Euros	Contribution for 2013 based on 11 577 000 Euros (UN Scale for 2013-2015)	Contribution for 2013 based on 11 577 000 Euros (UN Scale for 2009-2012)	Difference	Reimbursement of advances according to Article 6 paragraph 6 of the Regulations annexed to the Metre Convention **	Net Contribution for 2014
<i>Member States</i>			A Euros	B Euros	C Euros	D=B-C Euros	E Euros	F = A+D+E Euros
Argentina.....	0.432	0.52	60 804	60 200	55 570	4 630	-784	64 650
Australia.....	2.074	2.49	291 156	288 267	269 744	18 523	-1 822	307 857
Austria.....	0.798	0.96	112 253	111 139	119 243	-8 104	-723	103 426
Belgium.....	0.998	1.20	140 316	138 924	149 343	-10 419	-1 245	128 652
Brazil.....	2.934	3.52	411 594	407 510	224 593	182 917	-1 304	593 207
Bulgaria*.....	0.047	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
Canada.....	2.984	3.58	418 609	414 457	446 872	-32 415	-3 303	382 891
Chile*.....	0.334	0.48	56 126	55 570	55 570	0	0	56 126
China.....	5.148	6.18	722 627	715 459	444 556	270 903	-1 555	991 975
Croatia*.....	0.126	0.48	56 126	55 570	55 570	0	0	56 126
Czech Republic*.....	0.386	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-417	55 709
Denmark.....	0.675	0.81	94 713	93 774	103 035	-9 261	-751	84 701
Dominican Republic*.....	0.045	0.48	56 126	55 570	55 570	0	0	56 126
Egypt*.....	0.134	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
Finland.....	0.519	0.62	72 497	71 777	78 723	-6 946	-488	65 063
France.....	5.593	6.72	785 770	777 974	854 382	-76 408	-6 382	702 980
Germany.....	7.141	8.57	1 002 090	992 149	1 103 288	-111 139	-8 644	882 307
Greece.....	0.638	0.77	90 036	89 143	96 089	-6 946	0	83 090
Hungary*.....	0.266	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
India.....	0.666	0.80	93 544	92 616	74 092	18 524	0	112 068
Indonesia*.....	0.346	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
Iran (Islamic Republic of)*.....	0.356	0.48	56 126	55 570	55 570	0	0	56 126
Ireland.....	0.418	0.50	58 465	57 885	69 462	-11 577	-362	46 526
Israel*.....	0.396	0.48	56 126	55 570	55 570	0	0	56 126
Italy.....	4.448	5.34	624 406	618 212	696 935	-78 723	-3 533	542 150
Japan*.....	10.833	9.53	1 114 343	1 103 288	1 103 288	0	-7 235	1 107 108
Kazakhstan*.....	0.121	0.48	56 126	55 570	55 570	0	0	56 126
Kenya*.....	0.013	0.48	56 126	55 570	55 570	0	0	56 126
Malaysia*.....	0.281	0.48	56 126	55 570	55 570	0	0	56 126
Mexico.....	1.842	2.21	258 415	255 852	328 786	-72 934	-786	184 695
Netherlands.....	1.654	1.99	232 691	230 382	258 167	-27 785	-1 671	203 235
New Zealand*.....	0.253	0.48	56 126	55 570	55 570	0	0	56 126
Norway.....	0.851	1.02	119 269	118 085	121 558	-3 473	-507	115 289
Pakistan*.....	0.085	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-200	55 926
Poland.....	0.921	1.11	129 792	128 505	115 770	12 735	-1 197	141 330
Portugal.....	0.474	0.57	66 650	65 989	71 777	-5 788	-362	60 500
Republic of Korea.....	1.994	2.39	279 463	276 690	314 894	-38 204	-362	240 897
Romania*.....	0.226	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
Russian Federation.....	2.438	2.93	342 605	339 206	223 436	115 770	-7 235	451 140
Saudi Arabia.....	0.864	1.04	121 607	120 401	115 770	4 631	0	126 238
Serbia*.....	0.040	0.48	56 126	55 570	55 570	0	0	56 126
Singapore*.....	0.384	0.48	56 126	55 570	55 570	0	0	56 126
Slovakia*.....	0.171	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-417	55 709
South Africa*.....	0.372	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-428	55 698
Spain.....	2.973	3.57	417 440	413 299	443 399	-30 100	-1 754	385 586
Sweden.....	0.960	1.15	134 470	133 136	148 185	-15 050	-1 330	118 090
Switzerland.....	1.047	1.26	147 332	145 870	157 447	-11 577	-1 073	134 682
Thailand*.....	0.239	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
Turkey.....	1.328	1.59	185 919	184 074	85 669	98 405	-362	283 962
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.....	5.179	6.22	727 305	720 089	921 529	-201 440	-4 552	521 313
United States of America*.....	22.000	9.53	1 114 343	1 103 288	1 103 288	0	-7 235	1 107 108
Uruguay*.....	0.052	0.48	56 126	55 570	55 570	0	-362	55 764
Venezuela (Bolivarian Republic of).....	0.627	0.75	87 698	86 828	55 570	31 258	-511	118 444
Total.....		100.00	11 693 000	11 577 000	11 577 000	0	-71 064	11 621 936
<i>States having acceded to the Metre Convention after the 24th meeting of the CGPM</i>								
Colombia*.....	0.259	0.48	56 126					56 126
Iraq (Republic of)*.....	0.068	0.48	56 126					56 126
Tunisia*.....	0.036	0.48	56 126	55 570	55 570	0		56 126
Total.....			11 861 378	11 632 570	11 632 570	0	-71 064	11 790 315

** concerning advances made for the Islamic Republic of Iran (from 1980 to 1982 and partially 1983).
The amounts relating to the former Republic of Yugoslavia will be reimbursed separately.

**9. — TABLE OF SUBSCRIPTIONS OF ASSOCIATE STATES AND ECONOMIES
OF THE CGPM FOR 2014**

	UN Scale for 2013- 2015	Subscription for 2014	BIPM Coefficient for 2014	BIPM Coefficient for 2013	Difference	Recalculated subscription for 2013 (UN Scale for 2013-2015)	Subscription for 2013 (UN Scale for 2009-2012)	Difference	Net subscription for 2014
<i>Associate States and Economies</i>		A	B	C	D=B-C	E Euros	F Euros	G=E-F Euros	H=A+G Euros
Albania.....	0.010	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Bangladesh.....	0.010	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Belarus.....	0.056	27 221	0.233	0.126	0.107	16 232	14 587	1 645	28 866
Bolivia (Plurinational State of).....	0.009	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Bosnia and Herzegovina.....	0.017	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Botswana.....	0.017	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
CARICOM.....		9 128	0.078	0.080	-0.002	9 038	9 262	-224	8 904
Chinese Taipei.....		41 696	0.357	0.340	0.017	41 283	39 362	1 921	43 617
Costa Rica.....	0.038	27 221	0.233	0.126	0.107	14 229	14 587	-358	26 864
Cuba.....	0.069	27 221	0.233	0.158	0.075	17 678	18 292	-614	26 607
Ecuador.....	0.044	27 221	0.233	0.126	0.107	14 897	14 587	310	27 531
Estonia.....	0.040	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Former Yugoslav Republic of Macedonia.....	0.008	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Georgia.....	0.007	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Ghana.....	0.014	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Hong Kong (China).....		23 154	0.198	0.180	0.018	22 925	20 839	2 086	25 240
Jamaica.....	0.011	27 221	0.233	0.126	0.107	11 226	14 587	-3 361	23 860
Latvia.....	0.047	27 221	0.233	0.126	0.107	15 230	14 587	643	27 865
Lithuania.....	0.073	27 221	0.233	0.150	0.083	18 122	17 366	756	27 978
Malta.....	0.016	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Mauritius.....	0.013	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Mongolia.....	0.003	11 693	0.100	0.100	0.000		11 693		11 693
Montenegro.....	0.005	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Namibia.....	0.010	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Oman.....	0.102	14 324	0.123	0.100	0.023	14 182	11 577	2 605	16 929
Panama.....	0.026	27 221	0.233	0.126	0.107	12 895	14 587	-1 692	25 529
Paraguay.....	0.010	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Peru.....	0.117	16 431	0.141	0.110	0.031	16 268	12 735	3 533	19 963
Philippines.....	0.154	21 627	0.185	0.110	0.075	21 412	12 735	8 677	30 304
Syrian Arab Republic.....	0.036	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Republic of Moldova.....	0.003	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Seychelles.....	0.001	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Slovenia.....	0.100	28 631	0.245	0.190	0.055	21 126	21 996	-870	27 761
Sri Lanka.....	0.025	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Ukraine.....	0.099	28 547	0.244	0.174	0.070	21 014	20 144	870	29 418
Viet Nam.....	0.042	27 221	0.233	0.126	0.107	14 674	14 587	87	27 309
Zambia.....	0.006	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Zimbabwe.....	0.002	11 693	0.100	0.100	0.000				11 693
Total.....		674 084	5.765	4.574	1.191	302 430	298 110	16 013	690 097

10. — 2013 BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT



KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2013 financial statements

Period ended December 31st, 2013

To the members of the International Committee for Weights and Measures,

In accordance with the engagement entrusted to us by the International Committee of Weights and Measures (CIPM), we hereby report to you on the financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures as of and for the period ended December 31st, 2013.

We have audited the accompanying financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM) as of and for the period ending December 31st, 2013, which comprise:

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended, and
- Notes to the financial statements.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The management of the Pension and Provident Fund of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Document communiqué en vertu de la Loi n° 63-512 du 6 juillet 1963 relative à l'accès à l'information.
Document released pursuant to the Law n° 63-512 of July 6, 1963 on access to information.
Document released pursuant to the Law n° 63-512 of July 6, 1963 on access to information.
Document released pursuant to the Law n° 63-512 of July 6, 1963 on access to information.
Document released pursuant to the Law n° 63-512 of July 6, 1963 on access to information.

Document communiqué en vertu de la Loi n° 63-512 du 6 juillet 1963 relative à l'accès à l'information.
Document released pursuant to the Law n° 63-512 of July 6, 1963 on access to information.
Document released pursuant to the Law n° 63-512 of July 6, 1963 on access to information.
Document released pursuant to the Law n° 63-512 of July 6, 1963 on access to information.
Document released pursuant to the Law n° 63-512 of July 6, 1963 on access to information.

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directeur et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92539 Paris La Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the Pension and Provident Fund of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2013, and of its financial performance, its changes in net asset for the year then ended in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Without additionally qualifying our opinion, we draw your attention to the following matter.

Fund's engagements in terms of pension schemes, survivors' pensions and lump sum retirement indemnities were calculated with conservative hypothesis.

The funding of the BIPM does not balance the Pension and Provident Fund overall engagement. The coverage of these engagements depends on an asset/liability management and the guarantee of the State Members.

Paris La Défense, May 28th, 2014

KPMG Audit
A division of KPMG S.A.

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2013	31 December 2012 (restated)	31 December 2012
Assets				
Non current assets				
Plan assets	9	11 596	12 784	13 002
Non current assets		11 596	12 784	13 002
Current assets				
Plan assets	9	1 018	2 098	
Other receivables	10	17	17	17
Cash and cash equivalent	9	3 797	1 376	1 374
Current assets		4 832	3 491	1 391
Total Assets		16 428	16 275	14 393
Net Assets				
Net result for the period		10 897	(10 105)	(10 105)
Change in fair value		1 627	1 882	
Other reserves		(68 457)	(58 352)	(58 352)
Net Assets		(55 933)	(66 575)	(68 457)
Liabilities				
Non current liabilities				
Present value of retirement vested benefits	8	67 350	72 356	72 356
Present value of retirement non-vested benefits	8	2 141	7 633	7 633
Non current liabilities		69 491	79 989	79 989
Current liabilities				
Present value of retirement vested benefits	8	2 800	2 858	2 858
Other debtors	11	70	3	3
Current liabilities		2 870	2 861	2 861
Total Liabilities		72 361	82 850	82 850

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2013	2012
Operating revenue			
Contributions from Member States	5	2 328	2 369
Contributions from BIPM staff members	6	491	493
Investment income	9	417	442
Other operating income	12	2	64
Total operating revenue		3 238	3 368
Operating expenses			
Pensions	7	2 858	2 799
Change in pension provision	8	(10 556)	10 363
Other operating expenses	13	39	291
Total operating expenses		(7 659)	13 453
Result from operating activities		10 897	(10 085)
Financial expenses			20
Result from ordinary activities		10 897	(10 105)
Net result for the period		10 897	(10 105)

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2012	(847)		(57 505)
Allocation of prior period net result	847		(847)
Net result for the period	(10 105)		
Balance at 31 December 2012	(10 105)	1 882	(58 352)
Allocation of prior period net result	10 105		(10 105)
Change in fair value		(255)	
Net result for the period	10 897		
Balance at 31 December 2013	10 897	1 627	(68 457)

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2013	2012 (restated)	2012
Cash flows from operating activities				
Contributions from Member States		2 325	2 411	2 411
Contributions from BIPM staff members		494	493	493
Pensions		(2 789)	(2 796)	(2 796)
Financial payments			(20)	(20)
Other operating expenses		(4)	(235)	(237)
Total cash flows from operating activities		26	(147)	(149)
Cash flows from investing activities				
Cash receipts from held to maturity assets		1 984		
Investment income		411	436	436
Total cash flows from investing activities		2 395	436	436
Cash flows from financing activities				
		0	0	0
Total cash flows from financing activities		0	0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		2 421	287	287
Cash and cash equivalent at beginning of period		1 376	1 087	1 087
Cash and cash equivalent at end of period	9	3 797	1 376	1 374

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The BIPM Pension and Provident Fund was established, in 1901, by the General Conference on Weights and Measures (CGPM) at its 3rd meeting for the staff of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM); responsibility for its administration was entrusted, by the General Conference on Weights and Measures at its 10th meeting, to the International Committee for Weights and Measures (CIPM).

The purpose of the BIPM Pension and Provident Fund is the payment to BIPM staff members of pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, to the exclusion of any other payment.

Administration of the BIPM Pension and Provident Fund

Investment policy

The CIPM is responsible for formulating the investment policy relating to the assets of the BIPM Pension and Provident Fund.

Investments

The Director is responsible, within the framework of the guidelines adopted by the CIPM, for supervising the financial investment of the resources allocated to the BIPM Pension and Provident Fund; to this end, he may take any steps to ensure the implementation of the said guidelines.

Annual Report

Every year, as part of the approval of the BIPM accounts, the Director shall submit to the CIPM details of the investments made and of the financial situation of the Pension and Provident Fund.

Resources of the BIPM Pension and Provident Fund

Guarantee by Member States

The Member States of the BIPM jointly guarantee the payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund. In the event of transformation or dissolution of the BIPM, the Member States shall take the necessary measures to ensure uninterrupted payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, until the cessation of entitlement of the last beneficiary.

Contributions

The BIPM Pension and Provident Fund's resources comprise:

- a mandatory contribution equal to 10 % deducted each month from the gross salary paid to serving BIPM staff members, including those benefiting from BIPM accommodation, and from the invalidity allowances of staff members with invalid status;
- the contributions from Member States, voted by virtue of the dotation and allocated by the CIPM when adopting the annual budgets of the BIPM; and

- the interest on such contributions, accruing from the investment of the BIPM Pension and Provident Fund's financial assets.

The purpose of the contributions from staff members and Member States is to maintain the long-term actuarial balance of the BIPM Pension and Provident Fund.

The staff members' contribution rate is adjustable every five years, on the basis of an actuarial study commissioned by the Director.

Minimum service requirement to be entitled to a retirement pension

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, is entitled to a retirement pension.

A staff member who terminates his service before the normal retirement age may request that payment of his pension be:

- deferred until the first day of the month following that in which he reaches the normal retirement age; or
- paid early and immediately, provided that he is at least 50 years old for staff members recruited before 1 January 2010 or 55 years old for staff members recruited after 1 January 2010. In that case, the amount of the early retirement pension shall be reduced by reference to the age of the staff member when payment of his pension begins, as shown in the tables in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*.

Leaving allowance

Any BIPM staff member, recruited before 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 3 times the amount deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, together with interest at the rate of 4 % per annum.

Any BIPM staff member, recruited after 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 2.25 times the amount in *points* deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, these *points* being converted into Euros at the rate used for the salary statements of serving staff as at the date on which the staff member's service terminates.

Note 2 Adoption of the new Accounting Standards

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the IPSASB, based on *International Accounting Standards* (IASs) and *International Financial Reporting Standards* (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSAS adopted for the 2013 financial statements are all standards effective for periods beginning on 1 January 2013 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM Pension and Provident Fund and therefore without impact on the financial statements), as well as IPSAS 32 – Service Concession Arrangements: grantor (10/11) which has been anticipated. This standard is not applicable to the activities of the BIPM Pension and Provident Fund and therefore without impact on the financial statements.

The following standards, replacing IPSAS 15 for financial instruments and applying to annual financial statements covering periods beginning on or after 1 January 2013, have been applied:

IPSAS 28 – Financial Instruments: Presentation (01/10)

IPSAS 29 – Financial Instruments: Recognition and Measurement (01/10)

IPSAS 30 – Financial Instruments: Disclosures (01/10)

The application of these three new standards has impacted the presentation of the statement of financial position, presented under the non current / current classification.

IAS 26 – Accounting and Reporting by Retirement Benefit Plans (01/87 – reformatted in 1994) has been applied, except for provisions relating to financial instruments in the scope of IPSAS 28, 29 and 30.

Note 3 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have been prepared on the historical cost basis, except for actuarial present value of retirement benefits which has been valued using the Projected Unit Credit Method.

Financial statements have been prepared in accordance with the Regulations and Rules of the BIPM Pension and Provident Fund revised by a decision of the CIPM on 16 October 2009 and which entered into force on 1 January 2010.

The main accounting policies adopted are set out below.

Functional and presentation currency

The unit of account of the BIPM Pension and Provident Fund is the Euro. Therefore, the BIPM Pension and Provident Fund financial statements are prepared in Euros and presented in thousands of Euros.

Foreign currencies

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance in Other operating income or in Other operating expenses.

Plan assets

Plan assets include bonds and mutual investment funds invested in shares and bonds.

Bonds and other financial instruments are classified as available for sale, valued at fair value. Changes in fair value are recognised in a separate component of net assets. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

The BIPM Pension and Provident Fund policy concerning management of plan assets is oriented for the long term. This is the reason why mutual investment funds are classified as non current financial assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consists of cash in the bank, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of generally less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued on the face of the financial statements at their fair value. Their nominal value as well as their fair value at the end of each period presented are disclosed in the notes to the financial statements.

Financial risks

The BIPM Pension and Provident Fund is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM Pension and Provident Fund does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM Pension and Provident Fund has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

BIPM Pension and Provident Fund credit risk represents the risk of default of payment of contributions from Member States and BIPM staff members, such payments being made through the BIPM. Therefore credit risk is associated with the risk of default of payment by the BIPM.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM Pension and Provident Fund has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM Pension and Provident Fund will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Retirement benefits

The BIPM Pension and Provident Fund is a defined-benefit scheme. The *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND* were revised by decision of the CIPM on 16 October 2009 and entered into force on 1 January 2010. There are two Rules, the Rules applicable to staff recruited before 1 January 2010, and the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2010.

In 2008, the BIPM Pension and Provident Fund reviewed its main financial actuarial assumptions. All demographic assumptions are reviewed at least every 5 years and the last review was in 2008. An actuarial study has been commissioned from an international actuary firm in 2013.

An actuarial valuation of the pension provision is performed at the reporting date to measure the employee benefits obligation towards the BIPM staff members using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, shall be entitled to a retirement pension. The amount of the retirement pension depends on the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

For staff members recruited before 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 63rd birthday, if he is aged 45 years or less on 1 January 2010;
- 62nd birthday, if he is over 45 but not more than 50 years of age on 1 January 2010;
- 61st birthday, if he is over 50 but not more than 55 years of age on 1 January 2010;
- 60th birthday, if he is over 55 years of age on 1 January 2010.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.02 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the annual gross salary in *points* corresponding to the grade and step held by the staff member for at least six months prior to his termination of service or, where appropriate, to his highest grade and step held for at least six months in his career with the BIPM.

For staff members recruited after 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's 65th birthday.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$N \times 0.019 \times S \times 1.085$.

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 36 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 36 months.

Borrowings

The BIPM Pension and Provident Fund does not have any borrowings. If the CIPM decided the use of borrowings, borrowing costs would be recognized as expenses when incurred.

Note 4 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on provisions for pension benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined-benefit scheme involve financial assumptions, such as discount rate, rate of return on assets, and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate. Every year, the BIPM Pension and Provident Fund uses the assistance of an external independent actuary in the assessment of these assumptions.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 5 Contributions from Member States

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounts to 2 328 thousand Euros in 2013 and 2 369 thousand Euros in 2012.

Note 6 Contributions from BIPM staff members

The mandatory contribution, equal to 10 % in 2013 and in 2012, deducted each month from the gross salary paid to BIPM serving staff members and from the invalidity allowances of BIPM staff members with invalid status, amounts to 491 thousand Euros in 2013 and 493 thousand Euros in 2012.

They relate to the following number of BIPM staff:

	31 December 2013	31 December 2012
Serving staff members and staff members with invalid status (service > 7 years)	50	54
Serving staff members and staff members with invalid status (service < 7 years)	25	24
Total number of staff	75	78

Note 7 Pensions

Pensions served amount to 2 858 thousand Euros in 2013 and 2 799 thousand Euros in 2012.

A breakdown of the number of pensions served is as follows:

	31 December 2013	31 December 2012
Retirement pensions	53	51
Reversion pensions	7	8
Orphans' pensions	4	4
Invalidity allowances	2	2
Total number of pensions served	66	65

Note 8 Pension provision

	31 December 2013	31 December 2012
<i>(in thousands of Euros)</i>		
<i>In the Statement of financial position</i>		
Present value of vested retirement benefits for served pensions (non current)	36 725	40 404
Present value of vested retirement benefits for served pensions (current)	2 800	2 858
Present value of vested retirement benefits for active staff members (service > 7 years) (non current)	30 625	31 952
Present value of vested retirement benefits	<u>70 150</u>	<u>75 214</u>
Present value of unvested retirement benefits (service < 7 years) (non current)	2 141	7 633
Pension provision	<u>72 291</u>	<u>82 847</u>
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	2 933	2 385
Interest costs	2 489	2 670
Benefits paid	(2 858)	(3 056)
Actuarial (Gains) losses	(13 121)	8 364
Change in pension provision	<u>(10 556)</u>	<u>10 363</u>
Main actuarial assumptions		
- Economic assumptions		
Annual point increase	1 %	2.32 %
Discount rate	3.36 %	3.0 %
Annual salary increase 2013 – 2015	1,5 %	1 %
Contribution rate (in % of salaries)	56 %	56 %
- Demographic assumptions		
Assumed mortality rate of pensioners (Assumption no death in service)	ICSLT 2008	ICSLT 2008
Turnover	Not taken into account	Not taken into account
Invalidity	Not taken into account	Not taken into account
Retirement age	Full rate pension apart from exceptional cases	Full rate pension apart from exceptional cases
Spouse or partner's age	Age specified by the BIPM	Age specified by the BIPM
- Technical assumptions		
Pension increase	Equal to <i>point</i> increase	Equal to <i>point</i> increase
Pension payment frequency	At the end of each month	At the end of each month
Reversion pension	60 % to the spouse or partner	60 % to the spouse or partner

The mortality table used is the mortality table for international civil servants based in Europe, called ICSLT 2008. This is a prospective mortality table, meaning that it takes into account the probable longer life expectancy in the future.

Service cost corresponds to the rights to benefits acquired during the financial period, i.e. the unit of credit acquired by BIPM staff members during the financial period.

Interest cost is interests accrued during the year on pension provision at the end of the year depending on the discount rate assumption.

Benefits paid are pensions paid during the year.

Actuarial gains or losses equal the difference calculated to balance the account depending on the pension liability at the end of the year.

Discount rate

Discount rate assumption has a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position.

- At 31 December 2013:

For active BIPM staff members and pensioners, the following table represents the results for different discount rate assumptions at 31 December 2013:

(in thousands of Euros)	Liabilities for active staff members	Liabilities for pensioners	Total	Service cost
Discount rate at 3.00 % (1.00 % net of inflation)	35 646	40 890	76 536	2 453
Discount rate at 3.11 % (1.11 % net of inflation)	34 629	40 458	75 087	2 381
Discount rate at 3.36 % (1.36 % net of inflation)	32 766	39 525	72 291	2 231
Discount rate at 3.61 % (1.61 % net of inflation)	30 959	38 630	69 590	2 094

Using a discount rate at 3.00 % (discount rate used in 2012), the total liability would have amounted to 90 457 thousands of Euros instead of 76 536 thousands of Euros as it has been estimated as at 31 December 2013. The change in the discount rate used since the former period has a positive impact of 4 245 thousands of Euros on the total liability as at 31 December 2013.

- At 31 December 2012:

For active BIPM staff members and pensioners, the following table represents the results for different discount rate assumptions at 31 December 2012:

(in thousands of Euros)	Liabilities for active staff members	Liabilities for pensioners	Total	Service cost
Discount rate at 2.75 % (0.75 % net of inflation)	42 053	44 369	86 422	3 143
Discount rate at 3.00 % (1.00 % net of inflation)	39 586	43 262	82 847	2 933
Discount rate at 3.25 % (1.25 % net of inflation)	37 308	42 202	79 510	2 737

Note 9 Plan assets, cash and cash equivalent, investment income

A breakdown of carrying value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2013	Total 31 December 2012
Cash	43	47
Cash equivalent	3 752	1 327
Total	3 795	1 374

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2013	Total 31 December 2012
Cash	43	47
Cash equivalent	3 754	1 329
Total	3 797	1 376

A breakdown of carrying value of Plan assets before the application of the standards on financial instruments is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2012
<i>Mutual investment funds (shares)</i>	
- Europe	2 177
- United States of America	256
- Japan	608
- Asia other than Japan	114
- Others	115
<i>Total Mutual investment funds (shares)</i>	3 270
<i>Mutual investment funds (bonds)</i>	
- Europe high yield	250
<i>Total Mutual investment funds (bonds)</i>	250
<i>Bonds</i>	
- Europe Euro zone	5 866
including:	
- OAT 2009-2019, 4.25 %	850
- OAT 2029, 3.4 % indexed	825
- Europe outside Euro zone	1 442
- United States of America	1 489
- Canada (Canada 2003-2013, 5.25 %)	685
<i>Total Bonds</i>	9 482
Total	13 002

A breakdown of fair value of Plan assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2013	Total 31 December 2012
<i>Mutual investment funds (shares)</i>		
- Europe	2 592	2 139
- United States of America	382	306
- Japan	523	448
- Asia other than Japan	195	209
- Others	73	77
<i>Total Mutual investment funds (shares)</i>	3 765	3 179
<i>Mutual investment funds (bonds)</i>		
- Europe high yield	448	413
<i>Total Mutual investment funds (bonds)</i>	448	413
<i>Bonds</i>		
- Europe Euro zone including:	5 044	7 271
- OAT 2009-2019, 4.25 %	1 001	1 038
- OAT 2029, 3.4 % indexed	1 124	1 529
- Europe outside Euro zone	1 813	1 631
- United States of America	1 544	1 684
- Canada (Canada 2003-2013, 9 %)		704
<i>Total Bonds</i>	8 401	11 290
Total	12 614	14 882

A breakdown of fair value of plan assets under current / non current assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2013	Total 31 December 2012
Bonds	7 383	9 192
Other financial instruments	4 213	3 592
Non current	11 596	12 784
Bonds	1 018	2 098
Current	1 018	2 098
Total	12 614	14 882

A breakdown of the portfolio invested in bonds according to the duration is as follows:

	Total 31 December 2013	Total 31 December 2012
(in thousands of Euros)	8 401	11 290
1-3 years	28.45 %	38.81 %
4-5 years	42.16 %	31.60 %
6-7 years	16.01 %	20.89 %
8-10 years	-	-
> 10 years	13.38 %	8.70 %
Total	100.00 %	100.00%

Investment income relate to income (interest, coupons, dividends) from the following:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2013	12 months ended 31 December 2012
Mutual investment funds (shares)	2	5
Bonds	415	434
Cash equivalent	-	3
Cash	-	-
Total Investment income	417	442

Note 10 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2013	31 December 2012
Transactions with the BIPM	3	0
VAT on purchases	0	3
Interest receivables	0	14
Income receivables	14	0
Total Other receivables	17	17

Note 11 Other debtors

A breakdown of Other debtors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2013	31 December 2012
Pensions to be paid	4	3
Transactions with the BIPM	66	0
Total Other debtors	70	3

Note 12 Other operating income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2013	12 months ended 31 December 2012
Foreign currency conversion gains	2	64
Total Other operating income	2	64

Note 13 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2013	12 months ended 31 December 2012
Foreign currency conversion loss	39	34
Other operating expenses	0	257
Total Other operating expenses	39	291

Other operating expenses represent the leaving allowance paid, at the end of their appointment, to staff members whose service with the BIPM terminated in 2012 and who were not entitled to a retirement pension.

11. — LIST OF ACRONYMS AND INITIALISMS USED IN THE PRESENT VOLUME

BIPM	International Bureau of Weights and Measures/ <i>Bureau International des Poids et Mesures</i>
CENAM	<i>Centro Nacional de Metrología</i> (Mexico)
CGPM	General Conference on Weights and Measures/ <i>Conférence Générale des Poids et Mesures</i>
CIPM	International Committee for Weights and Measures/ <i>Comité International des Poids et Mesures</i>
CIPM MRA	CIPM Mutual Recognition Arrangement
EBITDA	Earnings Before Interest Depreciation and Amortization
EURAMET	European Association of National Metrology Institutes
IAS	International Accounting Standards
IASB	International Accounting Standards Board
IFCC	International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine
IFRS	International Financial Reporting Standards
ININ	<i>Instituto Nacional de Investigaciones Nucleares</i> (Mexico)
INMETRO	<i>Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia</i> (Brazil)
INRIM	<i>Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica</i> (Italy)
INTI	Institute for Industrial Quality (Argentina)
IPSAS	International Public Sector Accounting Standard
IPSASB	International Public Sector Accounting Standards Board
JCRB	Joint Committee of the Regional Metrology Organizations and the BIPM
JCTLM	Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine
KCDB	Key Comparison Database
KRISS	Korean Institute of Standards and Science (Republic of Korea)
LNE	<i>Laboratoire national de métrologie et d'essais</i> (France)
NIM	National Institute of Metrology (China)
NIST	National Institute of Standards and Technology (United States of America)
NMI	National Metrology Institute
NMIA	National Measurement Institute, Australia (Australia)
NMIJ	National Metrology Institute of Japan (Japan)
NMISA	National Measurement Institute of South Africa (South Africa)
NPL	National Physical Laboratory, Teddington (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland)
PPE	Property, Plant and Equipment
PTB	<i>Physikalisch-Technische Bundesanstalt</i> (Germany)
SI	International System of Units/ <i>Système international d'unités</i>
UNSAM	National University of San Martín (Argentina)
UTC	Coordinated Universal Time/ <i>Temps universel coordonné</i>
VAT	Value Added Tax

Pour le Comité international des poids et mesures (CIPM) :

Le Secrétaire

R. KAARLS

Zoeterwoude, Lindfield, 14 juin 2014.

Le Président

B. INGLIS

For the International Committee for Weights and Measures (CIPM):

The Secretary

R. KAARLS

Zoeterwoude, Lindfield, 14 June 2014.

The President

B. INGLIS
